

Dépenses publiques : les droits de douane de Trump ont bon dos

Les droits de douane de Donald Trump sont si foutraques qu'on en oublie presque un autre pilier de sa politique. Si les recettes tirées de leur relèvement tous azimuts doivent en partie financer ses largesses fiscales, le républicain mise aussi beaucoup sur le régime minceur d'un Etat fédéral jugé obèse. La tronçonneuse confiée à son affidé Musk est censée dégager des marges de

manceuvre budgétaires. Adoptées samedi par le Sénat, cette feuille de route est plus expéditive que de raison. Mais le cap est clair : sus aux dépenses inutiles.

Certes, à Washington et Paris, les équilibres politiques sont diamétralement opposés, mais le contraste est saisissant. En France, c'est une constante, en matière de réduction des dépenses, ça n'est jamais le moment. A peine les

Etats-Unis ont-ils dégainé leurs tarifs douaniers que, déjà, le ministre des Finances anticipe : Paris laissera filer le déficit en cas de guerre commerciale. Si la croissance est altérée, et avec elle les recettes fiscales, pas de coup de rabot supplémentaire. Il faut préserver l'économie et protéger les Français, pardi !

On prie les entreprises opérant sur le territoire américain d'y modérer leurs

investissements, un non-sens, mais à l'heure de l'économie de guerre, où chaque euro compte, où des priorités s'imposent, les vieilles habitudes ont la peau dure : à aucun moment un changement de braquet n'est envisagé sur les économies. Nos créanciers apprécieront.

Un jour viendra, peut-être, où l'on se dira qu'être à la tête d'un Etat aux comptes tenus est, précisément, un avan-

tage comparatif dans le grand désordre mondial. Un jour viendra, peut-être, où des candidats putatifs à l'Elysée - ils étaient plusieurs de sortie dimanche - cesseront le blabla (et le clientélisme) et feront de ce combat une grande cause nationale. Nul besoin pour cela d'entrer dans les excès de Donald Trump.

Olivier Baccuzat
@obaccuzat

Six jours après sa condamnation, la leader du RN a capitalisé, dimanche, à Paris, devant une place clairsemée, sur la colère d'un peuple trahi par le « système ». Quitte à se rediaboliser

Marine Le Pen, le risque de trumpisation

Orage

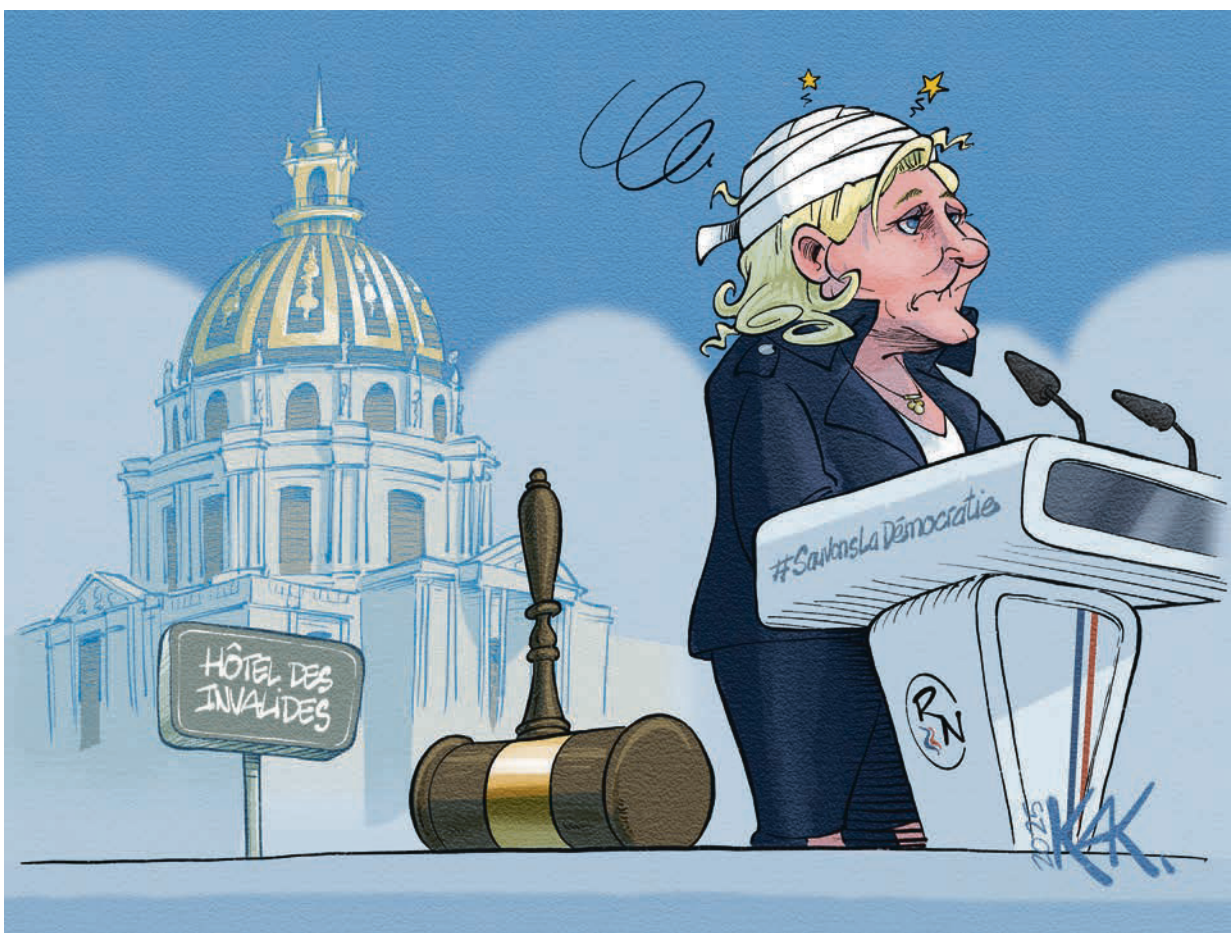
Trois meetings politique avaient lieu dimanche : un premier du RN à Paris, six jours après le jugement de Marine Le Pen par le Tribunal correctionnel de Paris, un second de Renaissance à Saint-Denis, et un dernier de LFI et des Ecologistes. Comme un air de confrontation des trois blocs, déjà tournés vers l'élection présidentielle de 2027.

Nina Jackowski

MARINE LE PEN persiste et signe. « Je ne lâcherai rien ! », tonne la leader du RN, en introduction de son meeting, dimanche à Paris, depuis une scène surplombée par l'hôtel des Invalides. Le soleil frappe fort quand elle se réclame de Martin Luther-King, invoquant un « combat pour les droits civiques », sans « esprit de sédition ». Sa route vers l'Elysée est barrée depuis sa condamnation en première instance, lundi dernier, pour détournement de fonds publics. Une « décision politique », tempête-t-elle, qui a « non

seulement bafoué l'Etat de droit, mais aussi l'Etat de démocratie ».

La candidate-malgré-tout a choisi de frapper vite et fort. A l'entendre, le « système » voudrait la faire tomber. La démocratie serait menacée. Aucun vainqueur ne serait légitime en 2027 si elle ne peut concourir. L'heure est grave, les déclarations le sont aussi. Au risque d'auto-saboter sa quête de dédiabolisation en accréditant l'accusation en trumpisation qui lui est faite. La diatribe antisystème frontiste est de retour. A la tribune, Marine Le



KAK

Pen gronde contre une « chasse aux sorcières ». Soit exactement l'expression employée par Donald Trump, jeudi, qui exhortait à « libérer Marine Le Pen ! ».

Capitole. Si le président américain a pu accroître, à force d'outrances, son nombre de sympathisants et d'électeurs, la France n'est pas les Etats-Unis. Malgré le soleil domini-

cal, la ferveur populaire n'a pas débordé de la place Vauban. « Ils voulaient éteindre une voix, mais ils ont réveillé le peuple de France », a clamé à la tribune Jordan Bardella, ce dauphin dont personne n'ose prononcer le nom. Et celui-ci de revendiquer « 10 000 » participants. Ils étaient 7 000, selon la préfecture de Paris. Loin de la démonstration de force de François Fillon en 2017, où quelques dizaines de

milliers de soutiens au candidat LR, plombé par les affaires, envahissaient la place du Trocadéro.

« C'est une réunion de famille ! Il faut resserrer les liens », se targue la porte-parole et députée RN Laure Lavalette. Grégoire de Fournas, ancien député, l'admet : « organiser un meeting en trois jours c'est compliqué. Et la décision de l'appel est tombée, une

Page 2

Lyon-2 : Fabrice Balanche refuse de céder et de délocaliser son cours

Laïcité

L'AFFAIRE BALANCHE continue de provoquer des remous. Le premier épisode se produit le 1^{er} avril quand Fabrice Balanche, directeur de recherches en géographie politique à l'université Lyon-2, est victime d'une intrusion dans son amphithéâtre. Parce que l'enseignant a soutenu la décision de l'université de ne pas autoriser la tenue d'un repas pour la rupture du jeûne du Ramadan dans ses locaux, une vingtaine d'individus cagoulés l'obligent à quitter la salle. Les cris de « sionistes »,

« racistes » résonnent, plusieurs étudiants applaudissent les intrus.

La suite pourrait se jouer dès ce mardi. La présidence de Lyon-2 a proposé à Fabrice Balanche de délocaliser

son cours, prévu sur le campus de Bron, vers celui du Rhône, soi-disant plus facile à sécuriser. Refus net du géographe qui ne veut pas « abandonner le terrain » aux perturbateurs, dénommés « Lyon 2

Autonome », et accuse l'université de double discours, lui reprochant d'avoir ouvert un local à ces activistes pendant tout le mois du Ramadan.

« Ils vont encore tenter de mobiliser », prévient l'enseignant, précisant que ce groupuscule agrège sans doute aussi des non-étudiants. Une enquête a été ouverte par le parquet de Lyon. « Il ne faut pas passer l'éponge, ni enterrer cette affaire trop vite », insiste ce spécialiste de l'Irak et de la Syrie auprès de l'Opinion. Ses deux ministres de tutelle, Elisabeth Borne et Philippe Baptiste (Enseignement supérieur), lui ont manifesté leur

soutien en fin de semaine. Une tribune, signée notamment par Jean-Michel Blanquer et parue samedi dans *Le Point*, demande à Elisabeth Borne de se constituer partie civile. Sous-entendu, l'institution ne serait pas à la hauteur de cette « intimidation » de la « mouvance islamowokiste ». Un nouveau de sujet de friction après la discorde gouvernementale, à propos du port du voile dans le sport.

Fabrice Balanche, lui, a porté plainte ce dimanche. Mardi, son cours portera sur « Les voisinages de l'UE ».

Marie-Amélie Lombard-Latune
@malombard

Droits de douane : un « choc majeur »



SIPA PRESS

Les mesures protectionnistes imposées par Donald Trump s'apprentent à bouleverser l'économie mondiale, selon les premières projections. En France, la guerre commerciale qui en découle pourrait faire baisser le PIB de 0,3 à 0,4 point par an à l'horizon 2040 et avoir de lourdes conséquences sur l'emploi.

Page 6

Réforme de l'audiovisuel, « loi PLM » : Dati sur un fil

La ministre ne devrait toujours pas réussir à mener à bien l'examen du premier texte, mais pourrait se consoler avec le second Page 5

Une révision de l'assurance-chômage envisagée

Lors d'une réunion à l'Elysée, jeudi 3 avril, l'agenda des prochaines réformes s'est précisé Page 5

Wauquiez face au rouleau compresseur médiatique Retailleau

Invité sur France 2 jeudi, le Vendéen a rejeté les propositions des chaînes qui souhaitaient organiser un débat entre les deux hommes Page 4

Marine Le Pen, le risque de trumpisation

●●● *Suite de la page 1*

lueur d'espoir s'est allumée. » La cour d'appel de Paris a annoncé son intention de se prononcer en un temps record sur le cas de Marine Le Pen. Celle-là même qui exige de ne pas être « au-dessous » des lois.

Après un début de semaine très offensif, la formation d'extrême droite s'est efforcée de réfréner les ardeurs. L'inquiétude montait. Le LR Xavier Bertrand l'a accusée d'organiser « un mauvais remake du Capitole ». Le Premier ministre, François Bayrou, a jugé « ni sain, ni souhaitable » de manifester contre une décision de justice, dans le Parisien dimanche. Marine Le Pen apprécie peu les comparaisons avec le sulfureux dirigeant américain, incarnation du bruit et de la fureur qu'elle a voulu taire dans son parti.

Pourtant, Donald Trump aussi dénonce la justice comme une arme aux mains de ses ennemis. Affirme qu'elle est contrôlée par les démocrates et l'Etat profond. Au RN, la tonalité varie.

Mardi, Jordan Bardella vilipendait des « juges rouges », Jean-Philippe Tanguy, lui, des « juges tyrans ». Tandis que la première des insurgés, Marine Le Pen, se comparait à l'opposant russe mort en détention Alexeï Navalny.

Alors, dimanche, le président du RN a voulu rassurer, refusant de « jeter le discrédit sur l'ensemble des juges ou de l'institution

« Quand on hésite entre deux décisions, il est plus légitime de penser d'abord à nos électeurs, comme nous l'avons fait en censurant Barnier, théorise un stratège. Il faut politiser et entretenir la colère, puis convaincre les autres plus tard »

judiciaire », tout en s'en prenant à la décision « scandaleuse » du tribunal correctionnel de Paris. Et il a concentré ses attaques sur le syndicat de la magistrature.

Les cravates s'étaient tant dénouées depuis le jugement que les troupes ont été priées de se contenir. Les juges ne doivent plus être ciblés. Le politiste Luc Rouban juge l'offensive de la semaine dernière « suicidaire » : « Le RN risque de redevenir infrequentable aux yeux de son électorat de conquête, qui pourrait se tourner vers la droite. Elle critique la justice, sans l'image de désordre ».

Le parti prend le risque de se rabougir. Sur scène, le vice-président, Louis Aliot, remercie ses soutiens contre « l'oligarchie » venue d'Europe et de France : « Philippe de Villiers, Nicolas Dupont-Aignan, Eric Zemmour et Marion Maréchal ».

Le maire de Perpignan, également condamné en première instance, a omis Eric Ciotti, qui, sur scène, a usé du même accent complotiste que ses alliés : « l'heure est grave quand on veut éliminer des candidats qui pensent différemment que le système. »

Cravache. Autre temps, autre « martyr » : Jean-Marie Le Pen. A Versailles en 1998, le défunt menhir avait réuni près de 10 000 frontistes contre le tribunal qui avait requis à son encontre une peine d'inéligibilité. « Avec Le Pen, défendons nos libertés », clamaient déjà les banderoles. Pour le politiste Erwan Lecœur, « en appeler au peuple dans la rue, c'est une stratégie d'intimidation vis-à-vis des juges. L'héritage du père se manifeste sous nos yeux. Nous sommes passés de la cravate à la cravache ».

La cheffe de la formation d'extrême droite fait face à des enjeux contraires. Prendre à témoin l'opinion, tout en évitant les excès. « C'est notre rôle d'accompagner l'indignation, sinon on se saborde nous même », justifie un cadre, arguant du sursaut - invérifiable - d'adhésions grâce à leur « martyre ». Qu'importe si, en dehors de leur base, d'autres se détournent du parti.

« Quand on hésite entre deux décisions, il est plus légitime de penser d'abord à nos électeurs, comme nous l'avons fait en censurant Barnier, théorise un stratège. Il faut politiser et entretenir la colère, puis convaincre les autres plus tard. »

La route est longue. Plusieurs sondages indiquent que plus de la moitié des Français



JÉRÉMY BOUILLARD/L'OPINION

Depuis la place Vauban, à Paris (VII^e), dimanche, la cheffe de file du RN a dénoncé une « décision politique » à son encontre.

estiment la décision de justice normale au vu des faits reprochés. Seuls les sympathisants RN font exception. « C'est de la propagande d'Etat, tranche Philippe Olivier, conseiller historique de Marine Le Pen. La seule enquête d'opinion qui compte est l'élection. »

Pour ce dernier, il est essentiel de se mobiliser dans la durée pour dénoncer « le pouvoir des juges » : « avant la révolte des Parlements en France, les magistrats bloquaient les réformes financières, le système ne voulait pas se réformer. Il a fallu une révolution et sa guillotine. Mitterrand disait “Méfiez-vous des juges, ils ont tué la monarchie. Ils tueront la République” » Et de préciser qu'il n'appelle pas à la révolution, mais à une solution politique. De toute façon, la mobilisation très relative de dimanche n'offre pas d'autres perspectives.

@Nina_Jacks

A Montargis, une condamnation qui ravive le traumatisme Fillon

« PAS LES OBSÈQUES ! » Face aux caméras, le député Thomas Ménagé s'éloigne à grands pas d'un panneau publicitaire pour une entreprise de pompes funèbres. Ce n'est pas parce que sa championne, Marine Le Pen, vient d'être condamnée à l'inéligibilité que l'élus du RN l'enterre. Au contraire. Lui et ses militants traçaient, samedi matin, au marché de Montargis, calme sous-préfecture du Loiret, pour « sauver la démocratie » et, surtout, « Marine ».

Indifférence, colère, résignation... Le week-end de mobilisation « populaire et pacifique » voulu par Jordan Bardella démarre timidement, après une semaine d'assaut contre la « tyrannie des juges » dits « rouges ». Sourire poli et verbe modéré, Thomas Ménagé veut rassurer Benoît, quinquagénaire et enseignant : « On va se battre. Il y a des juges qui font bien leur travail ! »

Solution miracle. Le Montargois relève ses lunettes et baisse les bras. « Mon intime conviction, c'est qu'on nous refait le coup à chaque élection », grince-t-il. L'affaire des emplois fictifs de François Fillon lui mouille encore l'œil, elle qui a conduit, selon ce pro-

« Wauquiez ou Retailleau ont des principes, ils disent que c'est scandaleux, au contraire d'Attal », clame Thomas Ménagé, député du Loiret

fesseur, au « coup d'Etat » d'Emmanuel Macron. Depuis, Benoît vote « Marine ». Car il en a « marre de payer pour ceux qui n'en foutent pas une ». Interrogé sur le détournement de fonds publics pour lequel a été accusée la lea-

Gabriel Attal défend sa marque et celle de Renaissance

LES DERNIERS seront les premiers, et les premiers les derniers. C'est autant la Bible que la course des petits chevaux lancés vers l'Elysée. Dimanche, Marine Le Pen tenait meeting dans le centre de Paris et Gabriel Attal en Seine-Saint-Denis. Les chaînes d'information ont joué le match à distance. C'était le souhait du secrétaire national de Renaissance. Il n'est pas le premier candidat de sa famille politique dans les sondages - Edouard Philippe le devance largement - mais lui, contrairement au maire du Havre, a joué son duel face à Jordan Bardella aux européennes 2024, et disputé aujourd'hui un premier round médiatique face à Marine Le Pen.

Le moment est si important que Gabriel Attal a retardé son discours pour pouvoir parler après la prise de parole de Marine Le Pen. A 16h47, la leader du RN clôt son discours. A 16h50, l'équipe de Gabriel Attal annonce le début du sien dans dix minutes. A 17h03, le chef de file des macronistes monte sur scène.

Il a ainsi pu réagir aux propos de son adversaire, mais finalement dans une faible proportion : à peine plus de 10% de son allocution était dirigé contre l'extrême droite. Avec tout de même cette punchline : « Tu voles, tu payes ! Sur-tout quand on est un politique ! »

Monter le son. Gabriel Attal voulait montrer que « le parti a des sous, des militants, des idées », selon la communication de Renaissance. Il a donc dévoilé quelques propositions quand bien même les groupes de travail et les conventions thématiques ne rendront leurs conclusions qu'en mai.

Parmi les mesures proposées, Gabriel Attal a plaidé pour la création d'une « zone euro-défense », qui « n'intégrerait pas tous les pays de l'Union mais pourrait associer des pays non membres » comme le Royaume-Uni. Il a également demandé « solennellement à l'Europe de déclencher l'instrument anti-coercition » pour « riposter, avec des frappes chirurgicales, qui ci-

bleront en profondeur les intérêts de la nouvelle oligarchie américaine, c'est-à-dire le numérique et la finance. »

Dans l'espace central, personne ne vous entend parler. Sauf à monter le son et offrir de l'inédit. L'entourage de Gabriel Attal revendique avoir réuni la plus grande foule macroniste hors campagne présidentielle - plusieurs milliers de personnes, difficile d'être plus précis vu l'étendue des lieux. C'est aussi autour de Gabriel Attal que tous les chefs de parti de l'ex-majorité présidentielle se sont retrouvés dimanche matin. Cette table ronde fut en réalité une succession de discours. Le Premier ministre, François Bayrou, dans son dos, Gabriel Attal a répété que jamais Renaissance ne disqualifiera une décision de justice. Il s'est également opposé à toute modification de la loi qui permettrait d'alléger la peine de Marine Le Pen. Position reprise par le président de l'UDI, Hervé Marseille : « Notre rôle n'est pas de trouver des solutions à Marine Le Pen. »

La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet a vu, elle, dans le bloc central le refus des radicalités. Quand Gérard Darmanin plaide depuis des semaines pour un projet radical. Le ministre de la Justice a fait naître un murmure dans la foule lorsqu'il a dit de Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau que « leur place est parmi nous ». Gabriel Attal a tenu la position inverse. Reprenant des propos du ministre de l'Intérieur, il a marqué sa différence avec les Républicains : « Nous, on ne jette pas le discrédit sur la Justice en remettant en cause ses décisions ou en affirmant qu'il y aurait des “juges rouges”. »

Dissonance. Au milieu de la dissonance, l'ex-Premier ministre cherche à imposer sa marque, indépendamment de ses concurrents. « Nous ne nous demanderons pas si nos solutions plaisent à la droite, plaisent à la gauche », a-t-il juré, s'appuyant sur son propre parcours et les combats menés dans ses fonctions occupées jusqu'ici. Hasard certainement de publication, une heure avant le discours de Gabriel Attal, Emmanuel Macron rappelait avoir lancé l'aventure dont hérite aujourd'hui son ancien Premier ministre : « Il y a neuf ans, à Amiens, nous étions quelques-unes et quelques-uns avec des idées fortes et des convictions ancrées, loin de tout appareil politique. »

La reconquête politique lancée par Gabriel Attal (« deux ans d'action ») est parasitée par de multiples prises de position. Samedi, Elisabeth Borne expliquait au *Figaro* qu'une fusion entre Renaissance et le MoDem était à étudier. Dimanche, François Bayrou lui répondait favorablement dans *Le Parisien*. La sortie en deux temps a perturbé l'événement du parti présidentiel. « Ce n'est pas le moment », évacuent les proches de Gabriel Attal.

L'enjeu pour les macronistes est aujourd'hui de rappeler que leur parti reste la première force arithmétique parmi les soutiens du Premier ministre. Dimanche, à Saint-Denis, la Cité du cinéma a accueilli pour la première fois une manifestation politique. Ce sera aussi la dernière. Le soir même, l'immense complexe a fermé ses portes pour changer d'usage. « On sera les seuls à voir tenu meeting ici », se félicitait la communication du parti en amont de l'événement. Les derniers seront les premiers. C'est la Bible. C'est aussi l'objectif de Gabriel Attal.

Matthieu Deprieck
@mdeprieck



SIPA PRESS

« Nous ne nous demanderons pas si nos solutions plaisent à la droite, plaisent à la gauche », a promis l'ancien Premier ministre au meeting du parti Renaissance, dimanche, à Saint-Denis.

On n'imagine pas tout ce qu'il y a
derrière une bouteille Cristaline.

CRISTALINE
RECYCLE
AUTANT
DE BOUTEILLES
QU'ELLE EN
PRODUIT



Avec 3 usines de recyclage,
Cristaline recycle
autant de bouteilles
qu'elle en produit.

Et ça, Cristaline est
la seule eau à le faire* !



*Retrouvez nos engagements sur www.moneaucristaline.fr

Le ministre de l'Intérieur rejette toutes les propositions des chaînes qui souhaitent organiser un débat entre les deux hommes

Wauquiez face à la tornade médiatique Retailleau

Campagne

Le ministre de l'Intérieur détaillera jeudi, lors d'une conférence de presse, **ses résultats après six mois passés place Beauvau**.

Christine Ollivier

COMMENT MARQUER des points face à un ministre de l'Intérieur aussi populaire qu'omniprésent médiatiquement, et qui refuse de débattre avec vous ? C'est le casse-tête auquel se retrouve confronté Laurent Wauquiez, en campagne pour la présidence des Républicains face à un adversaire qui évite avec soin l'affrontement.

Bruno Retailleau était l'invité, jeudi soir en prime time, de l'émission « l'Événement » sur France 2 sur le thème de « l'autorité ». Pendant plus d'une heure, le ministre a abordé ses principaux sujets de préoccupation, depuis la lutte contre le narcotrafic jusqu'à son bras de fer avec l'Algérie en passant par sa volonté de conduire Les Républicains « soigner le chemin de la victoire ». Il a notamment pointé la politisation d'une partie des magistrats, en s'en prenant au syndicat de la magistrature et à son « mur des cons », un panneau dévoilé en 2013 qui ridiculisait notamment des hommes politiques de droite.

Le ministre de l'Intérieur aura à nouveau rendez-vous avec la presse jeudi pour détailler ses « résultats » après six mois d'action place Beauvau. L'occasion, une nouvelle fois, de mettre en avant son action, mais aussi de répondre en creux aux attaques de Laurent Wauquiez. Car il sait que son adversaire ne cesse de pointer son absence de résultats lors de ses meetings.

Arène. Si ce dernier se garde d'attaquer nommément le ministre, la charge n'en est pas moins sévère. A Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), « on va fermer l'école au lieu d'aller poursuivre le point de deal, s'indignait-il ainsi lors d'une réunion publique mercredi à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine). A l'époque où Nicolas Sarkozy était ministre de l'Intérieur, qui aurait accepté qu'on aille fermer des services publics en acceptant de laisser tranquille le point de deal ? ». Et de décrire « un pays où maintenant ça rassemble à la Bolivie ou au Mexique », avec « deux fois plus d'agressions violentes qu'à l'époque de Nicolas Sarkozy ».

Sur le terrain de l'immigration, le compte n'y est pas non plus pour le député de la Haute-Loire. « Au cours des douze mois qui viennent de s'écouler, notre pays a délivré le record his-

torique de titres de séjour (...) Jamais notre pays n'a fait rentrer autant d'immigrés - deux fois plus qu'à l'époque de Nicolas Sarkozy. » En poste depuis six mois, Bruno Retailleau appréciera.

Mais Laurent Wauquiez, qui s'exprimait devant une petite centaine de personnes seulement, peine à passer le mur du son médiatique quand Bruno Retailleau, lui, évite soigneusement de répondre à ses attaques. De même, le Vendéen a jusque-là refusé toutes les propositions des chaînes de télévision qui souhaitaient organiser un débat télévisé entre les deux hommes, tout comme il a rejeté la proposition formulée par BFMTV d'une émission prévoyant deux interviews successives. Un choix que Bruno Retailleau revendique devant les adhérents. « J'ai pris cet engagement de n'accepter aucun débat parce que c'est une élection interne, a-t-il ainsi expliqué mardi devant quelque 700 sympathisants réunis à Maisons-Alfort (Val-de-Marne). Je sais qu'il y a des médias qui adoreraient nous mettre face à face avec Laurent pour qu'il y ait du sang sur tous les murs. Ce sera sans moi. »

« C'est un candidat qui refuse de faire campagne », rôle un soutien de Laurent Wauquiez. S'il s'efforce à longueur d'interviews de faire réagir son adversaire pour le faire descendre dans l'arène LR, le Ponot ne peut guère se permettre d'attaquer son adversaire trop frontalement, sauf à apparaître comme un diviseur aux yeux des militants. Au risque d'être condamné à boxer dans le vide.

Christine Ollivier
@Chr_Ollivier



SIPA PRESS

Laurent Wauquiez estime que **Bruno Retailleau** obtient peu de résultats place Beauvau.

Prochaines réunions entre les consuls algériens et les préfets

PARMI « LA RIPOSTE GRADUÉE » voulue par Bruno Retailleau figure la possibilité de convoquer les consuls algériens en France pour leur rappeler la règle du jeu. La semaine dernière, le ministre de l'Intérieur a annoncé de prochaines réunions entre les préfets et les représentants des autorités algériennes sur la coopération migratoire. La visite de Jean-Noël Barrot à Alger, dimanche, a provisoirement gelé un agenda largement soumis aux résultats de la séquence diplomatique dont le ministre de l'Intérieur est tenu à l'écart.

Les relations entre les préfectures françaises et la vingtaine de représentations algériennes sont une parfaite illustration des difficultés rencontrées au quotidien pour les retours d'Algériens sous le coup d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français). Le dialogue n'est en effet que théorique. Les « réadmissions » (le nom officiel de ces retours forcés) nécessitent au minimum deux rendez-vous. Le ressortissant algérien est d'abord auditionné pour que le consulat s'assure de sa nationalité. C'est le premier point d'achoppement, les services consulaires jugeant souvent que les préfectures françaises présumant trop facilement de la nationalité algérienne des étrangers concernés. Les Allemands, qui disposent d'une plus longue durée de rétention (jusqu'à six mois au lieu de 90 jours en moyenne en France) obtiennent davantage de résultats.

Responsabilités. Dans un second temps, les consulats peuvent, ou non, délivrer un laissez-passer consulaire. Là encore, le hiatus entre les deux pays est fort, Paris jugeant qu'Alger ne respecte pas le protocole de 1994, qui

prévoit qu'un laissez-passer n'est pas nécessaire quand la nationalité est établie.

« En réalité, peu importe les textes. Les consulats font ce que leur gouvernement leur demande de faire. Ils le disent d'ailleurs clairement : "Nous prenons nos ordres à Alger". Rien ne se décide au niveau local », assure un préfet qui, dans son département, a vu les contacts se raréfier au fil des derniers mois. « Quand un consul refuse à quatorze reprises de reprendre son ressortissant qui allait ensuite commettre l'attentat de Mulhouse, on ne peut quand même pas l'exonérer de toute responsabilité », tempête un autre haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur.

Les réadmissions sont donc au quasi point mort. « Elles ont diminué de moitié environ depuis janvier », dit-on place Beauvau alors que le rythme moyen était auparavant de trente à quarante par semaine. Surtout, aucune réponse concrète n'a été donnée à la liste des soixante « gros profils » - Algériens suivis pour radicalisation, sortants de longues peines de prison, considérés comme « à risques » - que la France veut expulser en priorité et qui a été présentée le 7 mars à Alger. En principe, l'ultimatum fixé par le Premier ministre lors du Comité interministériel sur l'immigration expirait mi-avril... Ce dimanche, dans *Le Parisien*, François Bayrou a retardé l'échéance, prenant la mi-mars comme point de départ : « On verra dans quatre à six semaines s'il y a de vrais progrès. Mais peut-être suis-je trop optimiste ».

Marie-Amélie Lombard-Latune
@malombard

Think again

En défense de François Bayrou

La chronique de Eric Le Boucher



JEAN-FRANÇOIS PAGA

Le Premier ministre est au plus bas dans les sondages. On l'accuse partout d'« immobilisme ». On le déplore. On le raille. Seuls 18% des Français apprécient sa politique. Eh bien, j'en fais partie.

François Bayrou n'est pas l'homme qui convient dans la situation de guerre, dans la défense géo-éco-militaire du pays et de l'Europe, il n'est pas celui qu'il faudrait pour relancer et assainir l'économie française, il n'est pas celui sur qui on peut compter sur la technologie, sur l'écologie, sur l'école, sur la santé, sur rien. C'est vrai : le maire de Pau n'est à la hauteur dans aucune des « politiques publiques ». Mais il l'est parfaitement dans « la politique », à cause de la situation bloquée du gouvernement, d'un régime constitutionnel distordu par le manque de vue, l'inculture et l'infantilisme des députés et, au-dessus, à cause de l'état d'esprit schizophrène des Français. L'accusation contre lui vise mal. Ce n'est pas François Bayrou qui est immobiliste, c'est la France politique, c'est l'Assemblée nationale devenue une ménagerie, ce sont les Français qui disent vouloir du changement mais s'y opposent dès que celui-ci les touche.

Dans ce contexte, la personne de Bayrou est celle qui convient au mieux pour deux raisons.

La première est son caractère indolent. Ne rien pouvoir faire convient parfaitement à sa paresse naturelle. Passant souvent rue de Varenne devant l'hôtel de Matignon, je suis frappé par le peu de visiteurs, les policiers ne bloquent plus jamais la rue. J'imagine le maire de Pau lisant des livres d'histoire dans un transat au soleil devant l'admirable parc de sa somptueuse résidence.

Habilité. La seconde est sa personnalité humaniste, son recul qu'on dira philosophique sur les événements, son calme, sa sincérité, le tout permettant de lui accorder une confiance : il ne fera pas d'horreur. En ces temps de folies, c'est très rare. C'est pourquoi, si son gouvernement était censuré par une alliance des dingues de l'Assemblée, Emmanuel Macron devrait derechef le renommer. Personne ne peut aujourd'hui sortir

« Le peuple doit trancher sur ce qu'il veut : ou bien écouter les populistes qui lui proposent la magie, ou bien admettre que les temps durs appellent de la patience et des efforts de tous. La classe politique sérieuse a besoin de deux ans pour en convaincre le peuple français »

de l'immobilisme français sauf précisément à faire des bêtises. Autant ne rien faire, autant Bayrou, cet homme bien qui ne fait rien.

Le président de la République ne trouvera pas mieux, il le connaît très bien, ils s'entendent sur le fond depuis 2017 et, on le voit aujourd'hui, Emmanuel Macron tient les rênes.

On entend d'avance la critique : remettre à Matignon un Premier ministre désavoué serait « un affront » fait au peuple. Quelle blague ! Ce serait un affront non pas au peuple mais à l'Assemblée. Et alors ? Mérite-

t-elle qu'on respecte ses querelles infinies, ras-du-sol et stériles ? Non. Quant au peuple, il faut qu'il tranche sur ce qu'il veut : ou bien écouter les populistes qui lui proposent la magie (voir Trump) ou bien admettre que les temps durs appellent de la patience et des efforts de tous. La classe politique sérieuse a besoin de deux ans pour en convaincre le peuple français. Bayrou à Matignon le permettra, justement en ne se perdant pas sur des réformes impossibles.

Alors, dira-t-on, les louvoisements du Premier ministre sèment « le trouble », y compris au gouvernement et dans ses troupes. Ce n'est pas faux. Mais ce n'est pas grave.

Sur les retraites, il est habile en installant un conclave dont tout le monde sait qu'il n'en sortira rien. Bravo. Il dit qu'il reprendra les conclusions dans une nouvelle loi... puis glisse qu'il exclut un retour à 62 ans. Patatras, le Parti socialiste ne peut plus faire semblant de ne pas le savoir, il reparle de censure. Aveu maladroit mais crever une baudruche est dans la nécessité du temps : Poutine, en imposant un réarmement, et Trump, en taxant, ont balayé le faux débat de la gauche sur les retraites. Bayrou est flou sur le voile dans le sport ? Oui. Mais il a un gouvernement qui tente la fermeté contre l'islamisme, c'est ça qui compte. Hoqueter sur le jugement

« La gravité de l'heure imposerait de poser sérieusement les équations françaises, sur les dépenses et la dette, sur le travail, sur les salaires et les carrières, sur la fiscalité, sur la transformation en cours par l'intelligence artificielle »

d'« inéligibilité provisoire » de Marine Le Pen ? Commentaire pas très conforme de la part d'un chef de gouvernement, c'est juste. Mais à sa décharge, Bayrou a souffert des juges, son mal au ventre a dû sortir tout seul. Grave ? Non, le débat s'était déjà lancé sans cette remarque.

Surface. Plus grave est le budget. Celui de 2025 porte la marque de l'immobilisme. Bercy a fait des coupes partout, puisque la composition de l'Assemblée interdisait de faire des choix. François Bayrou aurait pu, quand même, éviter des baisses néfastes comme dans les budgets de la recherche, sa dolence est, je le confesse, excessive. Pour 2026, la situation de l'économie s'étant aggravée avec les décisions trumpiennes, il faudra trancher. Il faut trouver de l'argent pour les armées, pour la souveraineté, pour le numérique, il ne suffira plus de dire qu'« il faut travailler plus », comme le répète le Premier ministre très justement, mais passer aux actes. La personnalité de François Bayrou n'aidera pas, il déteste être placé au pied du mur. Or, le budget 2026 l'y met.

Il en sortira du bien, si et seulement si, le contexte « politique » amorce, enfin, une mue vers la réalité réelle. Le problème français n'est pas le Premier ministre mais l'illusionnisme des populistes qui entretiennent les Français dans la conviction malade que tout va mal et « qu'il n'y a qu'à ». Extrême droite et extrême gauche font leur beurre de la « souffrance » des Français qu'ils gonflent et qu'ils tordent. Gonflent, puisque l'Insee nous dit et nous redit que deux tiers de nos concitoyens sont plutôt contents de leur vie personnelle. Tordent, en ne parlant que du « social » (à augmenter) sans jamais évoquer l'économie.

La gravité de l'heure, en avril 2025, imposerait de poser sérieusement les équations françaises, sur les dépenses et la dette, sur le travail, sur les salaires et les carrières, sur la fiscalité, sur la transformation en cours par l'intelligence artificielle, etc. Mais avec notre classe politique et nos médias, c'est impossible. Tout débat est rabaisé aux petits calculs personnels, aux polémiques, aux injures, bref à la surface « politique ».

François Bayrou devrait faire une seule chose : de la pédagogie et encore de la pédagogie « à la Mendès France ». Il peut être l'homme de ce moment historique. Qu'il sorte de son immobilisme ? Oui, pour enseigner la réalité « politique » aux Français.

@EricLeBoucher

Retrouvez toutes nos chroniques sur lopinion.fr

La ministre de la Culture ne devrait toujours pas réussir à mener à bien l’examen du premier texte, mais pourrait se consoler avec l’issue favorable vers laquelle se dirige le second

Réforme de l’audiovisuel public, « loi PLM » : Rachida Dati, une semaine pour éviter le fiasco

Pile et face

La proposition de loi dite « PLM » a été adoptée en commission à l’Assemblée nationale par tout ou une partie de LFI, du RN et du bloc central. **Celle visant à réformer l’audiovisuel public a en revanche fait l’objet d’une interruption de séance et devrait reprendre lundi dans des conditions chaotiques.** Ces deux textes sont soutenus par Rachida Dati.

Dinah Cohen et Matthieu Deprieck

COMMENT CONSTRUIRE de bonnes fondations sur de mauvaises bases ? Lorsque le calendrier parlementaire est dévoilé en février, le texte sur l’audiovisuel public, très critiqué par la gauche, n’y figure pas. Cette réforme est pourtant le cheval de bataille de Rachida Dati. La ministre souhaite marquer son passage à la Culture. L’exécutif, lui, est prudent, car l’accord avec les socialistes est fragile dans l’hémicycle. « La ministre aurait préféré qu’on l’inscrive plus tôt, mais on a décidé de se laisser un peu de temps », déclare au *Parisien* son collègue des Relations avec le Parlement, Patrick Mignola.

Or, du temps, Rachida Dati n’en a pas. Son texte a déjà été emporté par la dissolution et la nouvelle « holding » regroupant France Télévisions, Radio France et l’Institut national de l’audiovisuel (INA) qu’elle veut créer doit être opérationnelle au 1^{er} janvier 2026. Insistante, elle bouscule l’agenda et multiplie les contacts avec le « socle commun » et le groupe Liot. La question de la gauche n’est pas réglée.

Retard. Le ton est donné dès l’examen devant la commission des Affaires culturelles avec un millier d’amendements déposés. Les échanges montent d’un cran quand arrive le sujet de la holding. Interruption de séance. La gauche accuse la ministre d’avoir agressé une administratrice de l’Assemblée nationale. Le cabinet de Yaël Braun-Pivet conclut, après « enquête », que l’altercation a été plus instrumentalisée que violente.

L’examen est reporté. Il doit revenir en commission ce lundi mais a encore pris du retard. Perçue comme encombrante, la réforme ne fait pas l’objet d’une tentative de sauvetage démesurée de la part du gouvernement.

Le texte est pris en étau. Quand l’exécutif envisage d’interrompre la séance publique du projet de loi de simplification jeudi prochain, pour y inscrire la réforme, les partisans de cet autre chantier s’y opposent. Le scénario est abandonné. Il n’est pas question non plus de mettre en péril la proposition de loi de changement de mode de scrutin à Paris, Lyon et Marseille (PLM) inscrite lundi. Il faudrait désormais un miracle pour que le texte soit adopté cette semaine.

Au moins, la ministre a des chances d’éviter, cette semaine, le zéro pointé. Rachida Dati s’est beaucoup battue pour ces deux lois. Un ex de l’équipe Barnier à Matignon se souvient des demandes répétées de les inscrire à l’ordre du jour, jusque dans les couloirs de l’Assemblée nationale. Michel Barnier avait résisté à ces pressions, constatant l’absence de majorité claire. François Bayrou, lui, a cédé.

Si jeudi, elle risque de perdre « sa » réforme, lundi ou mardi, elle devrait enregistrer une victoire. Contre toute attente, la proposition de loi « PLM » a été adoptée par les députés de la commission des lois. La route se dégage à l’Assemblée nationale et, espère



SIPA PRESS

Rachida Dati voit dans la réforme de l’audiovisuel public un marqueur de son passage au ministère de la Culture.

Rachida Dati, dans la campagne municipale de 2026.

Le texte, porté par les macronistes Sylvain Maillard et David Amiel, revient de très loin. Mercredi, alors que les débats en commission venaient de débiter, il a fallu les suspendre. La Garde républicaine jouait juste à côté de la salle de la commission des lois. A cet instant, Sylvain Maillard a pensé que cette réforme était frappée de la malédiction de Toutânkhamon.

La politique est parfois irrationnelle, mais pas dans ces proportions. L’impression de malédiction tient à une gestation mouvementée. Le texte de Sylvain Maillard a longtemps été laissé de côté, y compris par Emmanuel Macron qui aurait préféré une disparition des arrondissements de ces trois métropoles au profit d’un aménagement du système actuel.

Ralentir le train. Tout s’est accéléré à un moment où plus personne n’y croyait. Les 3 et 7 février, Sylvain Maillard et David Amiel sont reçus par François Bayrou. Au milieu, le Premier ministre annonce aux chefs de sa majorité son désir de faire progresser très vite l’examen de la proposition de loi.

Là, la momie se réveille. Le Marseillais Renaud Muselier, pourtant macroniste, dénonce le choix de privilégier un texte électoral à la proposition contre le narcotrafic. L’examen est finalement repoussé de mars à avril. Un mal pour le bien. La rédaction de la proposition est enfin stabilisée.

Pour Rachida Dati, une adoption par l’Assemblée permettrait de lever un premier obstacle vers une éventuelle conquête de la mairie de Paris. Le suivant doit venir du palais du Luxembourg. Les sénateurs de droite sont fermement opposés à toute révision du mode de scrutin. « Vous pouvez compter sur Gérard Larcher pour ralentir le train », sourit une ministre de droite.

Au moins, la loi « PLM » devrait éclaircir l’horizon de Rachida Dati. « Malgré la réforme de l’audiovisuel, la séquence reste bonne pour elle, grâce à Paris », salue une proche de la ministre. Un sondage de l’Ifop pour *Le Figaro* et Sud Radio la crédite de 35% d’intentions de vote si elle fait alliance avec la macronie dès le premier tour des élections municipales de 2026.

@DinahCohen ✕
@mdeprieck ✕

Choix publics

De l’élection, des juges et du souverain

La chronique de Erwan Le Noan



SANDRINE ROUDEIX

Marine Le Pen est donc inéligible. La décision du tribunal correctionnel de Paris a eu un retentissement international, attirant jusqu’à l’attention du président Trump qui y voit le signe d’une « chasse aux sorcières », solidaire dans son indignation d’Elon Musk, Viktor Orban ou du Kremlin. En France, les commentateurs se sont vite mués en vives invectives, le jugement ayant pour effet d’exclure, de fait et à ce stade (la procédure d’appel devrait aboutir d’ici à l’été 2026), la candidate du RN de la prochaine élection présidentielle. L’exécution provisoire de la peine d’inéligibilité est au cœur des tensions – la culpabilité de détournement de fonds n’étant contestée, en somme, que par les proches de l’extrême droite.

Des polémiques ressort d’abord la dimension quasi sacrée de la fonction électorale : les magistrats auraient dû, répètent leurs critiques, mieux prendre en considération que Marine Le Pen est élue, candidature future et victorieuse potentielle de l’élection déterminante de la V^e République, et en déduire l’application de la loi. La logique sous-jacente est que le choix du peuple, hypothétique mais probable, justifierait une modération dans la sanction, qu’on ne demanderait pas pour un autre citoyen, quelles que soient ses

« Que le peuple soit souverain n’indique pas qu’il puisse s’affranchir dans toutes ses initiatives »

responsabilités dans la société. Imagine-t-on les commentateurs réclamer une compréhension bienveillante à l’encontre d’un patron condamné, au motif que des milliers d’emplois et des milliards d’euros seraient concernés ? C’est que l’ élu a, dans notre imaginaire politique, une part providentielle : la légitimité charismatique weberienne l’emporte. La démocratie est faite, aussi, d’émotion.

Régulation. Le raisonnement inverse pourrait être soutenu : parce qu’elle porte sur une personne élue, candidate future et victorieuse potentielle, la sanction aurait dû être plus sévère, la fonction électorale imposant une exemplarité accrue. C’était la position du RN lui-même, hier.

C’est que, dans notre langue, l’élection a un sens processuel (c’est le mode de sélection des représentants démocratiques) et religieux (c’est l’expression de la faveur divine). En l’espèce, elle est le choix du peuple, à la fois l’addition de ses suffrages et son espérance de salut – autant que sa grâce : la préférence du souverain lave de tous les péchés.

La rhétorique populiste consiste précisément à marteler que celle-ci ne saurait trouver de limites et ne pourrait s’exprimer qu’à travers l’élection au suffrage direct. Pourtant, la justice est bien rendue « au nom du peuple français ». Pourtant aussi, toute l’histoire politique depuis la Révolution a consisté, notamment, à dompter les élans de l’expression populaire, inscrivant la démocratie dans un champ de régulations : l’Etat de droit.

La réflexion n’est pas neuve. Les Pères fondateurs des Etats-Unis avaient conçu l’élection présidentielle en deux temps, avec l’intermédiaire de grands électeurs, pour modérer les élans populaires trop brutaux. Tocqueville a, de façon célèbre, pensé les risques de l’expression incontrôlée de la majorité. La construction des Etats démocratiques après 1945 a été hantée par le fait que les peuples avaient pu se vautrer dans l’abomination.

Le propos est difficilement audible aujourd’hui, mais que le peuple soit souverain n’indique pas qu’il puisse s’affranchir dans toutes ses initiatives. La maîtrise de la souveraineté a ainsi été un objectif des penseurs de la démocratie car, si le peuple est monarque, il n’est pas absolu.

@erwanlenoan ✕

Le Président veut faire de la « conférence des finances publiques » du 15 avril un rendez-vous ambitieux sur la transformation de la France

Macron et Bayrou envisagent une révision de l’assurance-chômage

Eternel retour

Jeudi 3 avril à l’Elysée, **Emmanuel Macron et François Bayrou se sont réunis avec six ministres** (Sébastien Lecornu, Marc Ferracci, Eric Lombard, Amélie de Montchalin, Catherine Vautrin et Astrid Panosyan-Bouvet)

Corinne Lhaïk

FRANÇOIS BAYROU EST CAPABLE de décevoir en bien. Lors de la réunion de jeudi 3 avril à l’Elysée, qui réunissait six ministres autour du chef de l’Etat, le Premier ministre a délivré une feuille de route suffisamment précise aux yeux de son hôte. Et audacieuse : une nouvelle réforme de l’assurance-chômage est envisagée.

Depuis le début du mois de mars, Emmanuel Macron a organisé plusieurs rencontres de ce type, avec l’objectif de financer l’effort de guerre tout en maîtrisant les finances publiques. Jusqu’à présent, il jugeait les propositions de son Premier ministre trop vagues. Au point que la réunion du 3 avril était considérée comme une sorte de rendez-vous de la dernière chance : ça passe ou ça casse.

C’est passé, car François Bayrou a délivré ce qu’on lui demandait. Mis au pied du mur, il a montré qu’il savait se faire maçon, énonçant les mesures envisagées, précisant toutefois

qu’ils ne les avaient pas encore arbitrées. « La copie était beaucoup plus précise que lors des séquences précédentes », note un participant. Ce qui prouve que le travail paie...

Cela tombe bien, le travail est au cœur des réflexions de l’exécutif. La question d’une nouvelle réforme de l’assurance-chômage a été discutée. Notamment pour aller plus loin dans le durcissement des critères d’indemnisation. Rappelons que la dernière réforme en date s’applique depuis le 1^{er} janvier. Lors de la réunion à l’Elysée, un consensus s’est dégagé sur la nécessité de rouvrir ce dossier, mais le contenu d’une éventuelle modification des règles n’a pas été détaillé. La ministre chargée du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet, a estimé qu’il ne fallait pas mettre ce sujet sur la table dans l’immédiat alors que la situation de l’emploi se dégrade. Autre sujet abordé : des mesures pour augmenter le taux d’emploi, en agissant sur l’apprentissage ou le contrat d’engagement jeune.

Tensions. L’importance des économies sur la santé a été source de tensions. C’est un secteur où elles sont potentiellement importantes. Avec les retraites, mais ce dossier est aux mains des partenaires sociaux dans le cadre du conclave. Catherine Vautrin, dont le portefeuille englobe le Travail, la Santé, les Solidarités et la Famille, redoute qu’on demande trop d’efforts au médi-

cal : comment faire des gains dans l’organisation sans dégrader la qualité des soins ?

Le débat a également porté sur le calendrier. Sans surprise, François Bayrou s’est dit hostile à un agenda trop rapide, ce que permettrait un projet de loi de finances rectificative. Il souhaite respecter le rythme naturel, avec la présentation des projets de loi de finances de l’Etat et de la Sécurité sociale pour 2026 à la fin de septembre. Emmanuel Macron, lui, a énoncé les avantages et les inconvénients de ces deux temporalités. Il se range derrière l’avis de François Bayrou. Pour le moment. Le Président n’exclut pas d’évoluer face à une situation toujours plus mouvante depuis la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump, le 2 avril.

Pour ces mêmes raisons, Emmanuel Macron veut donner plus d’ampleur à la conférence du 15 avril. A l’origine, elle était prévue pour parler finances publiques. Le Président révisé l’ambition à la hausse : cette rencontre concerne tout simplement... l’indépendance de la France ! Une thématique qui rassemble la maîtrise des déficits, le financement du modèle social, la riposte à la hausse des droits de douane imposée par les Etats-Unis, etc. Un large agenda de réformes et de transformations doit répondre à ces défis. Reste à trouver le chemin politique pour le rendre applicable...

@clhaik ✕

La guerre commerciale pourrait faire baisser le produit intérieur brut de la France de 0,3 à 0,4 point par an à l’horizon 2040

Droits de douane : choc majeur en vue sur l’économie mondiale

Gare aux dégâts

« Le risque de pertes d’emplois » lié au relèvement des droits de douane décidé par le président américain « est absolument majeur », selon François Bayrou. Dans un entretien au *Parisien dimanche*, le **Premier ministre estime qu’ils pourraient coûter « plus de 0,5% de PIB » à la France.**

Marc Vignaud

QUELLES SERONT les conséquences de la guerre commerciale de Donald Trump ? Les économistes du Centre d’études prospectives et d’informations internationales (Cepii) se sont essayés à calculer ses répercussions d’ici à 2040 par rapport à une situation où aucune mesure protectionniste n’aurait été prise depuis l’accession du président américain à la Maison Blanche le 20 janvier. Une simulation qui ne prend pas en compte la réplique chinoise immédiate ni celle de l’Union européenne, encore en cours d’élaboration.

Après le premier mandat de Donald Trump et la poursuite de sa politique protectionniste sous Joe Biden, les droits de douane moyens imposés par les Etats-Unis au reste du monde atteignaient déjà, en moyenne, 5% contre 2,6% précédemment. Après le « Liberation day », et les tarifs spécifiques sur les voitures ou l’acier et l’aluminium, cette moyenne bondit à 27,2% ! Un chiffre à peu près comparable au niveau de protectionnisme institué outre-Atlantique après la crise financière de 1929. La Chine écope d’une très forte hausse, passant de quelque 20% de droits de douane à plus de... 70 %. Ceux de la France bondissent d’environ 2,5% à plus de 20%.

« C’est un choc majeur sur l’économie mondiale, puisque les Etats-Unis sont la première puissance commerciale », explique Antoine Bouët, le directeur du Cepii. Selon l’institut économique, le PIB mondial pourrait être inférieur de 0,8% chaque année à partir de 2040. Avec une montée en puissance des dégâts les premières années de mise en œuvre. « 0,8% du PIB mondial, cela représente une somme absolument considérable », insiste-t-il.

Compte tenu de son exposition au marché américain, la perte de PIB de la France est estimée entre 0,3 et 0,4 point chaque année. Dans un entretien au *Parisien dimanche*, François Bayrou estime que « la politique de Donald Trump pourrait nous coûter plus de 0,5% de PIB ».

Puissance exportatrice, l’Allemagne, elle, serait beaucoup plus impactée avec une perte de PIB de 1%.

« **Balle dans le pied** ». Au sein des pays avancés, les Etats-Unis eux-mêmes seraient les plus frappés, avec une perte de PIB de 1,25%. Ils « se tirent une balle dans le pied », considère Antoine Bouët.

Les études économiques réalisées à la suite du premier mandat de Donald Trump montrent en effet que l’intensification des obstacles au commerce n’a pas atteint les cibles visées par le locataire de la Maison Blanche. « Le premier objectif était la réduction du déficit commercial américain. Cette réduction n’a pas eu lieu », observe Antoine Bouët. L’économiste considère qu’un déficit commercial traduit, avant tout, un excès de consommation intérieure d’un pays. Les Etats-Unis entretiennent en effet un déficit public très élevé, autour de 7%, avec une consommation des ménages dynamique, couplé à un manque d’épargne. « Quand les Etats-Unis réduisent les importations avec des droits de douane, ça renchérit le dollar, ce qui joue en défaveur des exportations », rappelle-t-il. Le déficit commercial ne se résorbe donc pas beaucoup.

Le protectionnisme mis en place à l’époque n’avait pas non plus été favorable à l’emploi. « Si l’on tient compte des représailles, il y a plutôt eu des destructions », insiste Antoine Bouët.

En revanche, les recettes publiques ont bien augmenté sous Trump I. Cette fois, elles passeraient de 170 milliards à plus de 500 milliards de dollars par an, un chiffre impressionnant, mais sans commune mesure avec les recettes de l’impôt sur le revenu que Trump rêverait de supprimer (2 600 milliards). Sans compter que les classes moyennes et à faibles revenus seraient les premières victimes. Puisque tout le monde paye au même niveau, « les droits de douane sont un impôt régressif », rappelle Antoine Bouët.

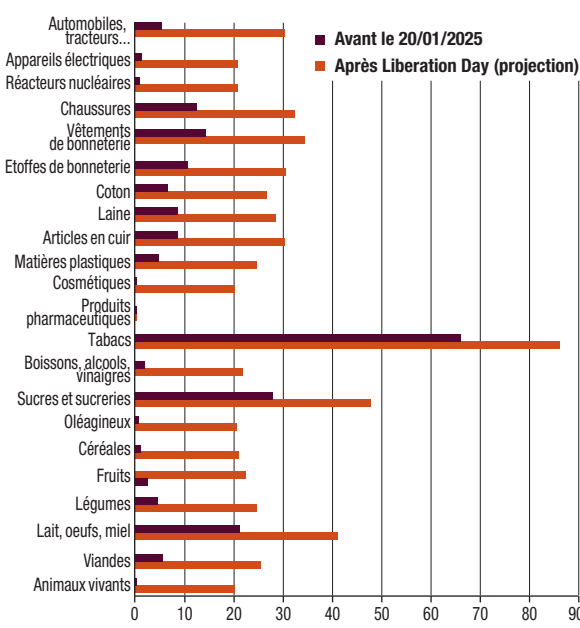
Donald Trump espère cette fois que ses tarifs universels inciteront les entreprises étrangères à venir produire directement sur le sol américain

sans trop de possibilités pour les contourner. « Il faut faire attention à cet argument, malgré les annonces de TSMC (le producteur taïwanais de puces électroniques) et CMA-CGM (armateur français) », prévient Antoine Bouët. Aller produire aux Etats-Unis suppose de subir le renchérissement des intrants, tandis que l’incertitude quant aux décisions erratiques de l’administration américaine crée une incertitude majeure sur les règles du jeu.

En France, l’Elysée et Bercy ont appelé les grands groupes français de réfléchir à deux fois avant d’annoncer en urgence des investissements massifs outre-Atlantique en appliquant la stratégie dite du « tarif jumping ». Outre le fait que plusieurs grands patrons ont moyennement apprécié cet appel, le jugeant aussi hors-sol que contre-productif, une telle attitude pourrait conforter Donald Trump dans sa conviction que sa stratégie est la bonne. L’Europe veut d’abord présenter ses contre-mesures dans l’espoir que le président américain accepte de diviser par deux ses tarifs infligés à l’UE.

@mvignaud

Droits de douane moyens des Etats-Unis sur la France par secteur (en %)



SOURCE : CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES

L’emploi en France menacé par les barrières tarifaires

IL N’Y A JAMAIS DE BON MOMENT pour voir la première puissance mondiale édifier un mur tarifaire. Certes. Mais quand même, ça tombe mal. Car le compteur d’emplois en France qui affichait un beau vert depuis la crise sanitaire virait déjà progressivement à l’orange. Si bien qu’Emmanuel Macron lui-même a petit à petit évacué de ses prises de parole son objectif de plein-emploi. Les annonces parvenues de la Maison Blanche ne présagent rien de bon. Les exportations françaises vers les Etats-Unis représentent 1,5% du PIB français. Si le relèvement des droits de douane américains à 20% sur les produits européens et 25% pour l’acier, l’aluminium et l’automobile se confirme, « le risque de pertes d’emplois est absolument majeur », avertit François Bayrou dans *Le Parisien dimanche*.

Si la tentative de renégocier ces tarifs échoue, les entreprises dont le marché américain représente la moitié de leur chiffre d’affaires « devront faire l’objet d’un accompagnement tout particulier », a assuré Eric Lombard, le ministre de l’Economie et des Finances, pour éviter licenciements et « fermetures plus graves encore ».

La tendance jusqu’alors n’était déjà pas bonne. Au quatrième trimestre de 2024, l’Insee a enregistré 90 100 destructions nettes d’emplois, annulant les 97 000 créations nettes cumulées plus tôt dans l’année. Du jamais vu depuis 2020 : hormis au printemps 2024, chaque trimestre a été créateur net d’emplois.

Dans ce contexte, l’OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) table sur la suppression de 200 000 emplois en deux ans, des prévisions qui ne tiennent même pas compte d’un relèvement des droits de douane et qui vont dans le sens de l’ordre de grandeur partagé par le Medef. « Aujourd’hui, les entreprises font face

Très attendu par la profession, ce texte est bien parti pour se transformer en machine à déception lors de son passage à l’Assemblée

Agriculture : la proposition de loi Duplomb, trop clivante ?

Tabous politiques

La proposition de loi Duplomb-Ménonville, qui entend alléger les contraintes agricoles, a été adoptée au Sénat fin janvier. L’Assemblée devrait en débattre à partir du 26 mai.

Emmanuelle Ducros

C’ÉTAIT SUPPOSÉ être le second round de la loi d’Orientation agricole votée en réponse aux grandes manifestations du début de l’année 2024, mais jugée bien trop légère par les paysans. La proposition de loi (PPL) Duplomb-Ménonville, des noms des deux sénateurs (LR et UDI) qui l’ont rédigée, frappe fort. Cinq articles supposés « lever les contraintes à l’exercice du métier d’agriculteur » s’attaquent à des irritants interdit par la France dans la loi biodiversité de 2018, mais autorisé par les règles européennes. L’interdiction laisse de nombreuses filières dans l’impasse, faute d’alternative, mais le sujet est un tabou politique.

Le texte avait été adopté au Sénat le 28 janvier, juste avant le salon de l’Agriculture. Et comme il synthétise des attentes de longue date de la profession, promesse avait été faite, de la part de la ministre de tutelle, Annie Genevard, qui y est très favorable, mais aussi et surtout de François Bayrou, qu’elle serait inscrite le plus vite possible par le gouvernement au programme de l’Assemblée. « Annie Genevard nous a ensuite expliqué, lors de notre congrès annuel, à Grenoble le 27 mars, que le tout n’était pas de l’inscrire vite, mais surtout de faire en sorte qu’elle soit adoptée », souligne Arnaud Rousseau, le patron du syndicat.

En ce début avril, on n’en prend pas le chemin. Le ministère des Relations avec le Parlement avait envisagé, il y a deux semaines, d’avancer l’examen du texte la semaine du 28 avril. La conférence des présidents de groupe de l’Assemblée a dit non, cela bousculait le calendrier de la loi sur la fin de vie.



SIPA PRESS

La proposition de loi Duplomb veut alléger les contraintes à l’installation des élevages de volailles.

Ce sera donc pour la semaine parlementaire gouvernementale du 26 mai. Problème, le programme est déjà chargé et l’examen de la PPL risque de débiter en fin d’une semaine écourtée par un jour férié... « Ma crainte, explique le sénateur Laurent Duplomb, est que le temps qui lui est imparti soit insuffisant. »

C’est le premier écueil, mais pas le seul. Le fond est profondément clivant. « On ne pourra jamais la voter telle quelle, tranche Marc Fesneau, l’ancien ministre de l’Agriculture, aujourd’hui président du groupe MoDem à l’Assemblée. Elle va drainer des milliers d’amendements. Elle va faire l’objet d’obstructions, d’une part, et de surenchère, d’autre part,

« Dépecer davantage le texte ne fera que créer encore plus de frustrations dans le monde agricole »

parce que c’est une loi démago, bien trop large. Qui peut vraiment croire qu’avec un seul texte, on va régler tous les problèmes accumulés par l’agriculture depuis trente ans ? Il y a beaucoup de points épineux, au-delà de l’acétamipride. Le principe du “pas d’interdiction sans solution”, qui est intenable et ne peut pas fonctionner, par exemple... On aura forcément des problèmes de constitutionnalité. »

« **Peur** ». Pour lui, il faudrait un gros travail d’élargissement en commission des affaires économiques, la suppression de pans entiers de la loi, pour que le processus puisse aboutir. « Tout dépend de savoir si on veut faire de la politique ou améliorer le quotidien des agriculteurs. Ce texte ne recherche pas le consensus, mais la conflictualité », tacle-t-il. « Marc Fesneau sait que le texte peut déjà être un peu réduit, par exemple pour les épandages de phytosanitaires par drones, qui sont repris dans la PPL Fugit que le sénat votera cette semaine, soupire Laurent Duplomb. Mais le dépecer davantage ne fera que créer encore plus de frustrations dans le monde agricole. »

Stéphane Travert, lui aussi ancien ministre de l’Agriculture, actuel député macroniste de la Manche, veut encore croire qu’une voie raisonnable est possible. « Des compromis peuvent être trouvés en commission, je vais y travailler, affirme-t-il. Y compris sur l’acétamipride, en encadrant plus. Sur un sujet polémique, comme le rôle de l’OFB, je crois que mettre en avant le rôle des préfets peut aussi dénouer les oppositions. Ma crainte est d’un autre ordre : qu’il n’y ait personne pour voter la loi, à un moment où la mobilisation n’est plus là à l’Assemblée. Parce que certains députés ont un peu peur d’un tel texte. »

Selon Laurent Duplomb et diverses sources syndicales agricoles, le président du groupe Renaissance à l’Assemblée, Gabriel Attal, estimait encore, il y a quelques semaines, que les deux tiers de ses troupes pouvaient voter la proposition de loi, ce qui, ajouté aux voix de la droite et du RN, lui laissait une bonne chance d’être adoptée, même un peu amoindrie. Ça n’est plus si sûr. Le texte peut encore mourir, abandonné dans un coin du calendrier parlementaire, ou échouer vraiment. On peut craindre que cette proposition de loi Duplomb, ne se transforme, selon les mots de Stéphane Travert en « machine à déception » pour les agriculteurs.

@emma_ducros

En choisissant de répondre du tac-au-tac à Washington, Pékin entend montrer qu’il est un partenaire plus fiable que les Etats-Unis

Tarifs américains: la Chine se tourne vers le Sud global

Diversification

La plateforme de partage de vidéos TikTok a obtenu un sursis, vendredi, après que **Donald Trump a annoncé qu’il signerait un décret pour la maintenir en activité aux Etats-Unis pendant 75 jours supplémentaires**, donnant ainsi à son administration plus de temps pour trouver un nouveau propriétaire américain.

Claude Leblanc

LA CHINE A DÉCLARÉ vendredi qu'elle imposerait des droits de douane réciproques de 34 % sur toutes les importations en provenance des Etats-Unis à partir du 10 avril. Elle concrétise ainsi sa promesse de riposter à l'escalade, dans une guerre commerciale planétaire, du président américain. Donald Trump a dévoilé, mercredi, des droits de douane supplémentaires de 34 % sur tous les produits chinois importés sur le sol américain, une décision susceptible d'aggraver les tensions commerciales entre les deux principales économies mondiales.

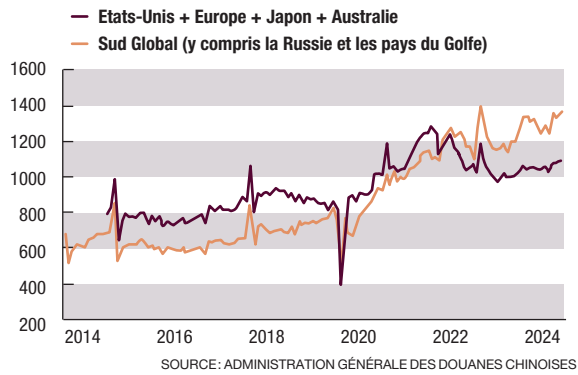
« Cette pratique des Etats-Unis n'est pas conforme aux règles du commerce international, porte gravement atteinte aux droits et aux intérêts légitimes de la Chine et constitue une pratique d'intimidation unilatérale typique », a déclaré la commission tarifaire du Conseil d'Etat chinois dans un communiqué annonçant ses mesures de rétorsion. Depuis son retour au pouvoir en janvier, Donald Trump a déjà imposé deux tranches de droits de douane supplémentaires de 10 % sur toutes les importations chinoises. La Maison Blanche a déclaré que cette mesure était nécessaire pour endiguer le flux de fentanyl illicite en provenance de Chine. Si l'on ajoute à cela les droits de douane préexistants, les marchandises chinoises arrivant aux Etats-Unis seraient soumises à des droits de douane bien supérieurs à 54 %.

Contrôles. La réaction chinoise est donc significative car elle montre que Pékin est prêt à un bras de fer, ce qui signifie qu'au sommet de l'Etat, on est confiant dans la capacité du pays à encaisser ce choc et peut-être d'autres à venir. Dans le cadre des mesures de rétorsion annoncées vendredi, la Chine a également ajouté onze entreprises américaines à sa « liste d'entités non fiables », y compris des fabricants de drones, et a mis en place des contrôles à l'exportation pour seize entreprises américaines afin d'interdire l'exportation de biens chinois à double usage. Le ministère du Commerce a annoncé des enquêtes antidumping sur les importations de tubes à rayons X de tomodensitométrie médicale en provenance des Etats-Unis et d'Inde. Il a également dévoilé les contrôles à l'exportation de sept types de minéraux de terres rares vers les Etats-Unis, dont le samarium, le gadolinium et le terbium. Le président américain a réagi aux annonces chinoises sur Truth Social en lettres capitales : « LA CHINE A MAL JOUÉ, ILS ONT PANIQUÉ - LA SEULE CHOSE QU'ILS NE PEUVENT PAS SE PERMETTRE DE FAIRE ! »

Si, dans la tête du président américain, la décision d'imposer des droits de douane exorbitants était motivée par le désir d'amener ses partenaires commerciaux à rééquilibrer leurs échanges avec les Etats-Unis, dans celle de Xi Jinping, cela a été perçu comme une attaque frontale contraire à une culture chinoise peu encline à la confrontation directe. Mais à la différence des Européens, les Chinois n'ont pas tergiversé et ont décidé de répondre du tac-au-tac afin de ne pas apparaître en position de faiblesse.

Cependant, et c'est ce qui la distingue aussi de l'Europe, la Chine travaille depuis plusieurs années à réduire sa dépendance à l'égard des Etats-Unis, et plus largement de l'Occident, même si ces marchés restent incontournables. Dans le même temps, les économistes ont noté que les droits de douane américains sur les pro-

Les pays du Sud au cœur de la politique d'exportation chinoise
Evolution des échanges commerciaux chinois avec le Sud Global et les pays développés (en milliards de dollars)



duits chinois ne changeaient rien au fait que les Etats-Unis sont un importateur net de produits fabriqués en Chine, tels que la mode éphémère, les appareils électroniques et les équipements d'énergie propre. Donald Trump a tenté de s'attaquer à ce problème en imposant des droits de douane aux pays qui ont été utilisés par les entreprises chinoises pour réacheminer leurs chaînes d'approvisionnement, tels que le Vietnam, la Thaïlande et le Cambodge. Ces pays sont frappés de droits de douane encore plus élevés que la Chine, respectivement de 46 %, 36 % et 49 %. Mais si les Etats-Unis ne changent pas leurs importations nettes, cela ne bouleversera pas les flux actuels.

C'est ce qui incite la Chine à réagir avec vigueur aux dernières mesures annoncées par l'hôte de la Maison Blanche. Elle peut d'autant plus facilement le faire qu'au cours de la dernière décennie, les industriels chinois ont diversifié leurs marchés d'exportation, y compris avec des pays sans accord de libre-échange, comme le Brésil. Le commerce bilatéral chinois a connu un très fort développement pendant cette période. En 2023, le commerce sino-brésilien a atteint le chiffre record de 157,5 milliards de dollars. Pékin est même devenu, en 2024, le principal partenaire commercial de l'Inde alors même que les deux voisins ont connu de forts moments de tensions depuis 2020. Les exportations chinoises vers les Etats-Unis ne représentent plus que 15 % du commerce de la Chine, contre 20 % en 2018. En décembre, la Chine a vendu pour 137 milliards de dollars de marchandises aux pays du Sud, contre seulement 108 milliards de dollars à l'ensemble des marchés développés.

Brics. La réaction de Pékin s'inscrit également dans sa volonté de montrer qu'en tant que deuxième puissance économique de la planète, elle doit faire preuve de fermeté face à des Etats-Unis capricieux et finalement peu fiables. Que les droits de douane aient ou non l'effet escompté du point de vue américain, la Chine marque incontestablement des points auprès d'une bonne partie de la communauté internationale, notamment auprès des pays appartenant à ce qu'on désigne comme le Sud Global. Il faut rappeler qu'elle s'est beaucoup impliquée pour élargir les Brics, le groupe des économies émergentes, à de nouveaux membres. « Nous prévoyons que la part des Brics élargis dans le PIB mondial augmentera de 3 %, pour atteindre 28 %, et que leur part dans le commerce mondial augmentera de 5 % ; le commerce intra-Brics devrait également augmenter de 5 % », expliquaient, en décembre, des économistes indiens dans *BRICS Journal of Economics*.

Autrement dit, la Chine peut s'appuyer sur des éléments dont elle ne disposait pas au moment du premier mandat de Donald Trump. Alors que celui-ci a élaboré sa stratégie tarifaire à son égard en incluant les pays où elle avait délocalisé, il n'a pas tenu compte de sa politique de diversification commerciale qui lui permet de se montrer aussi dure dans sa réponse.

@Japonline X

Selon le représentant républicain du Nebraska **Don Bacon**, la Maison Blanche a « clairement de l'animosité envers l'Europe »

« Trump traite mal nos alliés et prend des gants avec Poutine »

Reaganien

Don Bacon est le représentant républicain du deuxième district du Nebraska. Il a été élu pour la première fois à la Chambre des représentants en 2016, l'année où Donald Trump a remporté sa première victoire présidentielle. Avant cela, il a servi pendant près de trente ans dans l'US Air Force.

Interview Lola Ovarlez

Pensez-vous que le virage protectionniste pris par Donald Trump avec l'annonce, mercredi, de tarifs douaniers dits « réciproques » est définitif ?

Dans l'ensemble, je pense que les tarifs que le président a mis en place ont pour objectif d'être permanents, parce qu'il veut réindustrialiser notre pays. Or, nous avons vu que cela n'a pas été très efficace dans l'histoire, c'est pourquoi nous sommes devenus un pays de libre-échange. Et nous avons eu une économie très prospère grâce à ce libre-échange, parce qu'il nous a donné les meilleurs produits au meilleur prix. Le libre-échange est une question de concurrence, et la concurrence nous rend tous meilleurs. Maintenant, je pense qu'il y a eu des problèmes que nous devrions résoudre. Dans l'Union européenne, il existe de nombreux obstacles à nos produits, et notamment pour notre agriculture.

Ces tarifs ne sont-ils pas un moyen de pression pour faire lever ces obstacles ?

Nous devons en effet nous asseoir ensemble et réfléchir à la manière dont nous pouvons rendre les choses plus équitables. Mais une guerre commerciale n'aide personne. Tout le monde sera perdant. Quand nous fabriquons des voitures, beaucoup d'entre elles sont assemblées en Amérique, mais les pièces viennent du monde entier. Rien n'est totalement américain et rien n'est totalement étranger. Donc, in fine, cela va nuire aux consommateurs des deux côtés de l'Atlantique. Il faut que nous discussions avec nos partenaires de l'UE, mais ce qui est sûr, c'est que les tarifs ne résoudront rien.

Même si Donald Trump décide de revenir sur ses droits de douane, le mal n'est-il pas déjà fait ? Que diriez-vous aux Européens qui ont le sentiment de ne plus pouvoir faire confiance aux Etats-Unis ?

Ce sentiment m'inquiète. Je pense que ce président et son équipe ont fait beaucoup de mal. Ils ont clairement de l'animosité envers



SIPA PRESS

« Tout accord que nous concluons avec la Russie, Vladimir Poutine le violera dans un an ou deux », prévient **Don Bacon**.

l'Europe, et nous l'avons vu dans leur conversation Signal. C'est très dommage car nous avons près de 75 ans ou plus d'histoire commune à travers l'Otan. Plusieurs pays européens nous ont soutenus en Corée et au Vietnam. Lorsque le vice-président a déclaré que le Danemark n'était pas un très bon allié, aucun autre pays n'a subi autant de pertes humaines, quand on compare celles-ci à la taille de la population du Danemark. Je ne comprends pas vraiment pourquoi nous traitons nos alliés si mal, alors que nous prenons des

gants avec Poutine et Xi Jinping. J'espère seulement que nous pourrons surmonter cela à la fin du mandat de Donald Trump.

Justement, vous parlez de la Chine. La guerre commerciale de Donald Trump ne risque-t-elle pas de la renforcer, en poussant les autres pays à se tourner vers elle ?

La Chine s'accorde déjà avec le Japon et la Corée du Sud sur la manière de collaborer pour contrer nos droits de douane. Nous poussons donc notre adversaire dans les bras de nos amis. Vous voyez, le président n'a pas vraiment

de convictions concernant les alliances. Mais moi si. Je sais que nous ne voulons pas vivre dans un monde sans alliés. Nous n'avons pas la capacité de contrer la Chine, la Russie et l'Iran par nous-mêmes. Nous avons peut-être une grande économie et une bonne armée, mais nous ne sommes pas si grands. Nous avons besoin d'alliés. Notre président, visiblement, n'y croit pas.

Pourtant, Donald Trump semble prêt à entamer des négociations pour recréer une alliance avec la Russie. Qu'en pensez-vous ?

Il y a une théorie selon laquelle il veut dissocier la Russie de la Chine. Le problème, c'est que les valeurs du Kremlin ne sont pas les nôtres. Nous devons avoir une clarté morale sur qui sont nos adversaires. La Russie et la Chine le sont. Regardez ce que fait la Chine avec les Ouïgours, les Tibétains, Taïwan... Tous les adversaires de Poutine ont été chassés, empoisonnés ou envoyés au goulag, puis tués. Voilà à qui nous avons affaire. Ils ne sont pas nos amis, ils ne sont pas nos alliés.

L'administration Trump vous dirait : “comment mettre fin à la guerre en Ukraine, si nous ne dialoguons pas avec la Russie” ?

La seule façon d'obtenir la paix est de convaincre Poutine que sa guerre ne réussira pas. Et pour cela, il faut armer l'Ukraine jusqu'aux dents. Tout accord que nous concluons avec la Russie, il le violera dans un an ou deux. Ce ne sera pas une guerre facile à terminer selon nos conditions, mais nous ne pouvons pas reculer. La Chine nous observe et c'est un combat moralement juste. L'Ukraine a pris sa décision : elle veut faire partie de l'Occident, de l'UE, de l'Otan. Elle veut avoir nos valeurs, un Etat de droit, et nous devrions l'accepter. Je ne sais pas si Donald Trump le comprend. Mais ce que je vois, c'est qu'il est bien trop courtrois avec Poutine et bien trop impoli avec Zelensky.

Vous êtes pro-Ukraine, pro-Otan et pro-libre-échange, dans un parti de plus en plus populiste, isolationniste et protectionniste. Que s'est-il passé ?

Ce que je vois est très similaire au Parti démocrate des années 1980. Ted Kennedy et George McGovern étaient un peu apologistes de l'Union soviétique. Ils ne voulaient pas nécessairement d'une armée forte, ils étaient protectionnistes. Nous, les Reaganiens, nous étions tout le contraire. Or, aujourd'hui, beaucoup de démocrates ont le même discours que Ronald Reagan en matière d'affaires étrangères, ce que je trouve ironique. Nous avons visiblement inversé les rôles.

Cette branche reaganienne est-elle vouée à disparaître ?

Je pense que c'est un peu confus en ce moment. C'est un fait que beaucoup de gens dans mon parti sont d'accord avec moi. Ils me demandent de continuer à soutenir l'Ukraine publiquement, mais j'aimerais qu'ils s'expriment eux aussi. Le fait est qu'ils ne veulent pas contredire le président et être battus lors des prochaines primaires. Ils ne veulent pas être attaqués par la droite dure sur les réseaux des médias sociaux.

Qu'est-ce qui pourrait les pousser à prendre parti contre le président Trump ?

Aujourd'hui, face à nous, je pense que le président Trump sait qu'il ne peut pas laisser l'Ukraine tomber sous la coupe de la Russie, car cela affecterait grandement son mandat. Néanmoins, le plus important est ce qui se passera avec notre économie après ces droits de douane, parce que c'est beaucoup plus tangible et rapide. Nous avons déjà perdu beaucoup sur le marché boursier, nous courons un risque d'inflation et cela est très important pour notre avenir politique. Vous voyez, un parti change lorsqu'il perd une élection.

@lolaovarlez X



7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h49 pour sa chronique **Voyage en absurdité**



CRÉER DES OPPORTUNITÉS POUR DONNER DU SENS À VOTRE ARGENT

CRÉATRICE D'OPPORTUNITÉS, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE
VOUS PROPOSE UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ
ET UNIQUE POUR VOS PROJETS PHILANTHROPIQUES.

**BANQUE
TRANSATLANTIQUE**
GESTION DE FORTUNE DEPUIS 1881

Les droits de douane, une certaine idée des Etats-Unis selon Trump

Depuis quelques semaines, investisseurs et consommateurs s'interrogent sur les conséquences d'une guerre commerciale de grande ampleur, pendant que Donald Trump continue de se tourner vers le passé.

Pour lui, le monde profite des Etats-Unis depuis quarante ans ; c'est du moins ce qu'il a dit à ses conseillers quand ils lui ont demandé de leur parler de sa vision de l'économie. C'est d'ailleurs, comme le soulignent l'homme d'affaires et ceux qui l'épaulent, un constat qu'il faisait déjà dans les années 1980. Son objectif, c'est donc de faire changer les choses avant la fin de son second mandat.

Si les gens se plaignent des droits de douane, le président a un plan, qu'il a confié à ses proches. Leur rappeler ce qu'étaient les Etats-Unis avant et ce qu'ils pourraient redevenir : un pays aux centres-villes dynamiques, où les travailleurs américains achètent des produits made in America.

C'est d'ailleurs sur cette image d'Epinal qu'il s'est appuyé, mercredi, lors de la présentation de ses droits de douane réciproques. « Des sites vides qui dépérissent, des usines en ruines... Tout sera rasé et on fera construire des usines toutes neuves à leur place, a-t-il déclaré devant un public dans lequel se trouvaient des membres du syndicat United Auto Workers. On va devenir un pays totalement différent. »

Les droits de douane qu'il s'appropriait alors à annoncer porteront le taux moyen sur les importations à deux fois ce qu'il était à son plus haut, dans les années 1930. Ils s'agit, et de loin, de la composante la plus déstabilisante d'un programme présidentiel qui pourrait être le plus déstabilisant depuis cette époque, un programme fait de limitation de l'immigration, de baisse des dépenses publiques



ALEXANDRA CITIRIN-SAFADI/WSJ; GETTY

Donald Trump rêve d'un pays aux centres-villes dynamiques, où les travailleurs américains achètent des produits made in America.

et de refonte de la fiscalité et de la réglementation.

Mais ce qui est peut-être le plus frappant dans les décisions du M. Trump, c'est le timing choisi pour repositionner l'économie américaine. La conjon-

ture dont il a héritée fait rêver le reste du monde : une croissance à 2,7% l'an passé, l'une des meilleures des pays développés, un chômage à 4,1%, une inflation à 2,8% et des marchés boursiers au plus haut. Wall Street s'était

dit que le président se focaliserait sur des allègements fiscaux et une déréglementation favorables à la croissance et reporterait la question des droits de douane à plus tard, comme il l'avait fait lors de son premier mandat.

Sauf que l'homme d'affaires a décidé de commencer par le traitement de choc. Pour lui, l'économie est un patient malade, qui a besoin d'un traitement tout de suite, même si le traitement est douloureux. « LE PATIENT A

SURVECU, IL SE REMET. LE PROGNOSTIC, C'EST QU'IL SERA BIEN PLUS FORT, BIEN PLUS GRAND, BIEN MEILLEUR ET BIEN PLUS RESILIENT QU'IL NE L'AVAIT

Lire TRUMP en page II

La guerre commerciale, un casse-tête pour les conseillers de la Maison Blanche

WASHINGTON – Dans la dernière ligne droite avant l'annonce de nouveaux droits de douane, proclamée « jour de la libération » par Donald Trump, les conseillers du président ont eu du fil à retordre.

Non sans mal, ils ont dû concilier les objectifs en apparence

contradictoires du président pour les nouveaux tarifs douaniers. Tout en leur demandant de dégager d'importantes recettes pour le gouvernement, il voulait envoyer un signal fort aux entreprises pour les inciter à investir aux Etats-Unis, rapportent des personnes au fait des discussions. Ces objectifs

cadraient avec des taxes permanentes et généralisées. Une approche universelle permettait en outre d'éviter que les entreprises ne se soustraient aux barrières tarifaires en délocalisant leur production dans d'autres pays, un enjeu majeur pour les conseillers économiques de M. Trump.

Cependant, le locataire de la Maison Blanche s'intéressait également à l'idée d'une réciprocité, soulignent ces sources, c'est-à-dire de facturer aux pays « ce qu'ils nous taxent » comme l'a déclaré publiquement M. Trump. Cette approche impliquait alors des droits de douane différents pour chaque pays, établis en fonction de leurs propres taxes et d'autres aspects de leur politique économique.

Pour un haut fonctionnaire du gouvernement, le débat entre tarifs universels et principe de réciprocité a pris des allures de « match de ping-pong ».

D'un côté, M. Trump considérait l'idée d'un tarif universel

comme simple et facile à expliquer, relate cette personne. D'un autre côté, des conseillers tels que Kevin Hassett, président du Conseil économique national des Etats-Unis, et Howard Lutnick, secrétaire au Commerce, soutenaient que les Américains comprendraient la logique du « œil pour œil, dent pour dent » inhérente à une approche de réciprocité.

Lors d'une réunion avec ses conseillers au commerce lundi après-midi, M. Trump a demandé des chiffres pour chaque pays, prélude au tableau des tarifs douaniers qu'il a présenté mercredi dans la Roseaie, explique le haut fonctionnaire de l'administration. Ces chiffres ne correspondent pas nécessairement aux taxes appliquées par les pays étrangers aux importations de produits américains, indique le *Wall Street Journal*. Ils ont finalement décidé de mettre en œuvre les deux options

Lire CASSE-TETE en page II

Tarifs: pris de panique, les Américains se ruent dans les magasins

Depuis l'annonce par le président Trump, le mercredi 2 avril, d'une hausse des tarifs douaniers sur les produits importés, les Américains appuient frénétiquement sur la touche « Ajouter au panier ».

En entendant la conférence de presse de M. Trump à la radio, Cedar Roach s'est précipitée d'acheter pour 244 dollars de vêtements de sport chez Lululemon (une marque canadienne) et un pull à 150 dollars chez House of Sunny (une marque britannique). Son petit ami, Sean MacKenzie, est parti en courant chercher trois packs de huit Guinness au magasin et a rempli le tiroir à légumes du réfrigérateur de cannettes.

« Je savais ce qui était vulnérable, je savais ce que je voulais : aucune raison d'attendre », explique Mme Roach, étudiante de 22 ans en politique publique à la Southern Methodist University. Elle rapporte que tout le campus

ne parle que de ces tarifs douaniers – surtout de leur potentiel impact sur le prix de l'alcool – et qu'elle et ses amis scrutent les marchés financiers et s'inquiètent pour l'économie dans laquelle ils vont entrer quand ils auront obtenu leur diplôme.

« C'est la première fois depuis quatre ans que je suis sur ce campus, que j'entends des gens que ni la politique, ni l'économie n'intéressent et qui se mettent à en parler », affirme Mme Roach, qui travaille à temps partiel pour le département du commerce international d'un cabinet de conseil.

Au moment de la Covid, les consommateurs n'avaient pas pu prévoir que les prix allaient augmenter. Cette fois, avec les droits de douane, pas question de prendre le moindre risque. Les économistes affirment que

Lire AMERICAINS en page II



SIPA PRESS

De nombreux conseillers du président américain ont tenté, jusqu'au dernier moment, de le dissuader d'imposer des droits de douane.

CASSE-TETE

Suite de la page 1

tarifaires. Mardi après-midi, lors d'une réunion au Bureau ovale, le président a exprimé sa préférence pour la réciprocité, précise cette source, mais un droit de douane universel de 10% a également été prévu pour les pays auxquels ne s'appliquaient pas de taxes réciproques plus élevées. Cette décision a été prise juste avant la date

Des leaders syndicaux et des chefs d'entreprise ont mis en garde Donald Trump contre le risque de trop tirer sur la corde

butoir du 2 avril que le président s'était lui-même imposée, alors que le bureau du représentant américain au Commerce travaillait encore mardi après-midi sur des alternatives moins agressives.

L'approche retenue a provoqué une onde de choc sur les marchés financiers et déclenché l'effolement des entreprises et des gouvernements étrangers à l'approche du 9 avril, date à laquelle les nouveaux droits de douane, plus élevés, entreront en vigueur. Dans l'ensemble, les responsables économiques de la Maison Blanche restent serins face à ce vent de panique, affirme le haut fonctionnaire de l'administration. Malgré cette annonce spectaculaire, « nous

ne perdons que 3% », ajoute-t-il, faisant référence à la baisse des indices boursiers. M. Trump, qui se targue d'être « un homme de droits de douane », claironne que pour lui, « tarifs » est « le plus beau mot du dictionnaire », après Dieu, la religion et peut-être l'amour. Les taxes qu'il a instaurées s'inscrivent dans le sillage de ses promesses électorales. Il a fondé sa décision principalement sur sa propre vision de l'économie américaine, bouleversant la politique commerciale des Etats-Unis menée depuis plusieurs décennies, sans en avertir certains de ses conseillers et à la grande frustration des républicains qui soutiennent son slogan « America First ».

Après l'annonce des nouvelles taxes douanières, les conseillers de M. Trump ont défendu l'action du président à la télévision, mais pas toujours comme le souhaitait la Maison Blanche, selon des sources proches du dossier. Jeudi matin, des réunions ont eu lieu pour s'assurer que tout le monde parlait à l'unisson lors des interventions télévisées, confie l'une de ces personnes. Jeudi également, les responsables du gouvernement se sont efforcés de renforcer le message du président selon lequel les droits de douane resteraient en place, bien que certains de ses proches conseillers aient laissé entendre que des négociations avec d'autres pays pourraient avoir lieu.

« Je ne pense pas qu'il y ait la moindre chance que le président Trump revienne sur ses tarifs douaniers », a déclaré M. Lutnick jeudi sur CNN. « Le monde devrait arrêter d'exploiter les Etats-Unis. » L'administration affirme que les droits de douane de base de 10% ne sont pas négociables, mais les taxes plus élevées pourraient être revues à la baisse. « Il va négocier avec tous les pays », prévoit Steve



SIPA PRESS

Howard Lutnick, le secrétaire au Commerce, est convaincu que les Américains comprennent la logique du « œil pour œil, dent pour dent ».

Bannon, ancien stratège de la Maison Blanche qui reste proche de M. Trump et de ses conseillers. « Ce sera tous les jours Noël. En fin de compte, ce qui l'enthousiasme vraiment, c'est de parler d'un accord avec le Canada, de demander à [Steve] Witkoff de le tenir au courant de la situation en Russie, bref, parler des accords. » Steve Witkoff, l'émissaire spécial de M. Trump, dirige les négociations sur le Moyen-Orient et l'Ukraine.

Beaucoup ont exhorté M. Trump à adopter une approche plus modérée. Mardi, et dans les jours ayant précédé l'annonce des droits de douane, la Maison Blanche a reçu des appels de représentants industriels et syndicaux qui lui ont vivement conseillé de ne pas opter pour une position absolutiste. Les parlementaires et les stratèges du Parti républicain se sont dits tout aussi préoccupés par le risque d'inflation des prix associé à ces mesures tarifaires.

Les leaders syndicaux et les chefs d'entreprise favorables aux droits de douane ont, eux aussi, mis en garde M. Trump contre le risque de trop tirer sur la corde. Si la Maison Blanche provoque un effondrement de l'économie mondiale à coups de droits de douane, cet outil politique pourrait devenir tabou pendant de nombreuses années, avertissent certains alliés du président.

Malgré une politique tarifaire agressive, la Maison Blanche semble avoir tenu compte de ces mises en garde, du moins en partie. Les droits de douane universels ont finalement été fixés à 10%, et non à 20% comme envisagé un temps. Et les nouvelles taxes ne s'ajouteront pas à celles déjà en vigueur pour certains secteurs, comme l'automobile et l'acier. Les exemptions existantes pour les marchandises concernées par l'accord entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada seront maintenues, ce qui implique une

exonération de droits de douane pour ces produits.

Les membres de l'équipe de M. Trump ont parfois été exaspérés par ses propos, selon des personnes au fait de la situation. Nombre d'entre eux ont tenté de le dissuader d'imposer des droits de douane, alors qu'il y était favorable depuis des dizaines d'années, précisent ces personnes.

L'annonce a créé la surprise. Selon des personnes ayant participé aux discussions de la Maison Blanche sur les barrières douanières, des dirigeants d'entreprise influents n'ont pas été conviés à la Roseaie et n'ont pas reçu d'informations en amont de l'événement sur sa teneur. Avant de prendre un vol pour Washington, l'un des rares PDG invités, Barry Zekelman, patron de Zekelman Industries, a déclaré qu'il ne connaissait toujours pas les détails de l'annonce à laquelle il allait assister.

A Washington, de nombreux conseillers se préparaient à mettre le point final à des semaines d'incertitude sur ce dossier. Un haut responsable du gouvernement espérait juste que l'administration serait en mesure de « gérer le bain de sang » jeudi matin et d'aller de l'avant. Il confie qu'à l'exception peut-être de M. Trump, la plupart des responsables de la Maison Blanche en ont assez de parler de droits de douane. Il faut rediriger le débat économique du gouvernement vers les réductions d'impôts, dit-il, et entamer des discussions plus approfondies sur un paquet de mesures du Congrès d'ici à la fin de la semaine.

Après le coup de tonnerre du président, le découragement s'est emparé des responsables du Commerce à Washington. Lors d'un dîner organisé mercredi par le Conseil national du commerce extérieur, des intervenants des deux partis ont vertement critiqué

les droits de douane. Le représentant démocrate de Californie Ted Lieu les a qualifiés de « folie », pour la plus grande joie de l'assistance.

« Celui qui prétend qu'un droit de douane n'est pas une taxe doit retourner sur les bancs de l'école », a déclaré devant l'assemblée Susan Schwab, ancienne représentante américaine au Commerce sous la présidence de George W. Bush.

Au même moment, de l'autre côté de la ville, quelques sénateurs républicains marquaient leur désaccord avec la politique commerciale de M. Trump, ralliant les démocrates pour adopter une résolution destinée à annuler les droits de douane de 25% imposés par le président aux importations canadiennes. Le lendemain matin, les élus des deux partis ont une nouvelle fois manifesté leur opposition à M. Trump : les sénateurs Chuck Grassley (républicain) et Maria Cantwell (démocrate) ont soumis une proposition de loi visant à rendre les droits de douane temporaires, à moins que le Congrès ne les valide.

« Le Congrès a trop longtemps délégué à l'exécutif son autorité incontestable en matière de réglementation du commerce interétatique et extérieur », a lancé Chuck Grassley, qui possède une exploitation agricole familiale dans l'Iowa.

Depuis l'annonce, la Maison Blanche a été submergée d'appels remplis d'inquiétude, indique un conseiller du président Trump. Les marchés financiers ont certes plongé, mais certains conseillers craignaient des réactions bien pires encore.

**Gavin Bade,
Josh Dawsey
et Meridith McGraw**
(Traduit à partir de la
version originale en anglais
par Aurélie Henri)

Edited from the original

AMERICAINS

Suite de la page 1

les prix des fruits et légumes frais, des vêtements, des biens électroniques, des voitures et de nombreux autres produits vont probablement augmenter.

Les Américains étaient déjà à cran avant l'annonce par M. Trump de droits de douane minimum de 10% sur la plupart des produits d'importation et de taux plus élevés pour la plupart des pays, dont la Chine et l'Inde. Dans le sondage sur le moral des consommateurs réalisés en mars par l'université du Michigan, les attentes en matière d'inflation avaient flambé, malgré un ralentissement de la hausse des prix d'un mois sur l'autre en février. Pourtant, beaucoup semblent adopter une approche attentiste avant d'ajuster leurs dépenses, en se disant que les menaces de guerre commerciale du président ne sont qu'une tactique de négociation.

Le 2 avril, ces menaces ont fini par devenir réalité pour une foule de gens qui ne prêtaient pas vraiment attention aux informations sur les droits de douane auparavant, explique Peter Atwater, professeur adjoint d'économie à l'université William & Mary. « Exactement comme quand le fait que Tom Hanks attrape la Covid a été le point de bascule, il y a cinq ans », dit-il.

Le 2 avril après-midi, sur la plateforme de réseau social Bluesky, Mark Cuban, homme d'affaires milliardaire et personnalité de la télévision, a indiqué à ses abonnés que le moment était peut-être venu de commencer à faire des stocks. « Du dentifrice au savon, tout ce que vous avez la place de stocker, achetez-en avant qu'ils ne doivent reconstituer leurs inventaires », a écrit M. Cuban dans une publication. « Même si c'est fabriqué aux USA, ils vont augmenter les prix et mettre ça sur le compte des droits de douane. »

Dans les supermarchés et les magasins d'électronique, certains

clients semblent suivre les conseils de M. Cuban et trimballet des caddies débordants dans les parkings. D'autres font leurs courses quotidiennes et disent qu'ils s'occuperont des augmentations de prix si elles commencent à se manifester dans les rayons.

Lorsque Noel Peguero, 50 ans, a entendu parler de ces droits de douane, il est immédiatement passé à l'action. Entre mercredi soir et jeudi matin, M. Peguero estime avoir acheté pour 3 000 dollars d'appareils électroniques, d'accessoires de voiture, d'équipements de jardinage et autres objets pour la maison. « C'est maintenant qu'il faut acheter », affirme M. Peguero en installant une télévision de 40 pouces de la marque chinoise Hisense dans son mini-van devant un magasin Best Buy, dans le Queens.

Dégoter ce poste de télévision à 217 dollars ne fut pas une mince affaire. Il a essuyé deux échecs dans des boutiques de New York où le produit était en rupture de stock avant de trouver celui-là. Lorsqu'il a appelé le magasin, on lui a répondu qu'il n'en restait qu'un. « J'ai appelé le type et je l'ai supplié : « Mettez-le moi de côté, je vous en prie » », raconte M. Peguero, qui vit dans le Queens et travaille dans une école en tant que coordinateur avec les parents d'élèves.

Le 2 avril au soir, Andrea Sanabria a fait les courses pour sa famille de trois (et bientôt quatre) enfants dans un Costco de la Nouvelle-Orléans. Une grande partie de ses achats étaient destinés au bambin qu'elle tenait calé sur sa hanche.

« Je fais surtout des provisions de ce qu'elle veut », indique Mme Sanabria, femme au foyer de 29 ans, ajoutant qu'elle envisage de congeler une partie des

produits frais qu'elle achète pour les faire durer plus longtemps. Le sachet d'avocat à 10,49 dollars que la petite fille montre du doigt a particulièrement du mal à passer, dit-elle. Ils ne vivent qu'avec le revenu de son mari, animateur dans un centre d'hébergement, et Mme Sanabria explique qu'elle va devoir élaborer de nouvelles stratégies d'achats familiaux, acheter davantage par lots et arrêter d'aller au restaurant.

« Il y a tant de raisons de s'inquiéter », dit-elle.

Wendy Walsh pensait que la pire conséquence des tarifs douaniers serait que sa famille canadienne refuserait de venir lui rendre visite aux Etats-Unis. Le seul impact financier auquel elle s'attendait au départ était de devoir financer des expéditions en famille à Ottawa pour les prochains Noël.

Après l'annonce de M. Trump, elle s'est rendu compte que les tarifs douaniers pourraient avoir un impact bien plus conséquent sur son budget. Elle a passé toute la matinée du 3 avril à acheter l'intégralité de sa liste de souhaits Amazon.

« Mon papa appelait ça se ruiner pour économiser de l'argent », explique ce professeur de psychologie de 62 ans qui enseigne à la California State University de Channel Islands, et partage son temps entre Los Angeles et Jacksonville, dans l'Oregon.

Le total de son chariot en ligne atteignait 578 dollars et comprenait des appliques, des bouchons de lavabo et une housse de couette, produits qui lui semblent tous être de marques étrangères. « J'ai l'impression d'être parée pour ce qui arrive », dit-elle.

A Oro Valley, dans l'Arizona, Kelley Long, coach financière, dit que ses clients et ses amis ne

lui ont jamais autant posé de questions inhabituelles que ces dernières semaines. Une amie l'a prise à part au cours d'une récente soirée de jeux pour lui demander combien d'argent liquide elle devrait conserver chez elle (juste assez pour remplir le frigo en cas de blackout, ou pour le pourboire en cas de livraison inattendue, a répondu Mme Long). D'autres lui ont demandé des conseils sur la délocalisation de leurs comptes en banque et sur l'idée de convertir leur argent en or et en bitcoins.

« Les gens se demandent “qu'est-ce qu'on peut faire pour contrôler la situation ?” », ob-

« Du dentifrice au savon, tout ce que vous avez la place de stocker, achetez-en avant qu'ils ne doivent reconstituer leurs inventaires »

serve Mme Long. Sa réponse : sans doute pas grand-chose. « La seule chose que vous ayez vraiment, c'est votre résilience si le pire vient à se produire », dit-elle. « Faites de bonnes nuits de sommeil, prenez soin de vous pour pouvoir essuyer les tempêtes économiques. Ne vous endettez pas pour faire des réserves. »

Mme Long a fait deux choses : elle a acheté un inhalateur contre l'asthme supplémentaire à 62 dollars pour Larry, son chat tigré à poils longs, qu'elle se procure au Canada, et elle s'est dépêchée de

commander un remplacement pour son toit, qui a vingt-cinq ans. L'entrepreneur lui a dit qu'elle n'avait que quarante-huit heures pour répondre à son devis, parce qu'il s'inquiétait à l'idée que les tarifs douaniers augmentent les prix des matériaux.

Jiaming Ju, 39 ans, directrice exécutive d'une entreprise de médecine chinoise et mère de deux enfants, s'inquiète de l'impact des tarifs douaniers sur sa vie personnelle et ses affaires. Son entreprise a déjà été touchée par l'inflation pendant la Covid. En janvier, elle a perdu sa maison dans les incendies de Los Angeles. Le pire à présent, dit-elle, c'est l'incertitude sur les réglementations futures.

« Ça va frapper un triple ou un quadruple coup dur à bien des égards », anticipe-t-elle.

En plus d'essayer de stocker des herbes chinoises pour son entreprise et sa famille, Mme Ju organise une commande auprès de Weee, un vendeur de nourriture asiatique. Elle envisage d'acheter 20 bouteilles de sauce soja, 10 bouteilles de sauce d'huître et de faire des stocks des algues que ses enfants de 4 et 6 ans adorent grignoter.

« Ce qui est incroyable, en Amérique, c'est la quantité de choix offerts au quotidien », poursuit Mme Ju, qui a quitté la Chine il y a quinze ans pour faire ses études supérieures.

« Pour tout ce qui est alimentation, on peut acheter des produits du monde entier », conclut-elle. « Maintenant, il va falloir faire autrement. »

**Rachel Wolfe
et Xavier Martinez**
(Traduit à partir de la
version originale en anglais
par Bérengère Viennot)

Edited from the original



XAVIER MARTINEZ/WSJ

Noel Noguero explique avoir acheté pour 3 000 dollars de produits au lendemain de l'annonce des droits de douane, de peur que les prix ne s'envolent bientôt.

TRUMP

Suite de la page 1

JAMAIS ETE », a-t-il affirmé jeudi sur les réseaux sociaux.

Pour les conseillers du président, les droits de douane font partie d'un programme plus vaste, qui comprend un contrôle plus étroit des frontières, une baisse des taxes et un assouplissement de la réglementation, et qui débouchera sur une plus grande auto-suffisance de l'économie : les Américains produiront plus et importeront moins, moins d'emplois seront occupés par les migrants en situation irrégulière, le secteur privé sera plus libre et l'Etat, moins lourd.

Dans cette économie, « on fera beaucoup de choses en Amérique, de la high tech, de l'industrie, des dispositifs de sécurité, des voitures, plein de choses », estime Stephen Miran, président du comité des conseillers économiques de M. Trump. Avec moins

« Moi ce que je vais faire, c'est faire payer nos alliés, prévenait Donald Trump en 1988 sur le plateau d'Oprah Winfrey. On laisse les Japonais entrer et casser tous les prix: ce n'est pas du libre-échange »

de taxes et moins de règles, « on pourra produire des choses plus rapidement et plus facilement en Amérique ».

Une très bonne nouvelle pour les familles et les régions qui ont souffert de la désindustrialisation, selon lui. « Si vous donnez un bon boulot aux gens, ils ont moins de mal à fonder une famille, à se marier, à avoir des enfants et financer leur éducation ou à se loger », liste-t-il.

Mais, pour les économistes indépendants et même une partie des républicains, M. Trump fait fausse route sur le plan économique et ses mesures commerciales vont appauvrir les Etats-Unis et miner les relations internationales. Certains redoutent même une récession.

Jeudi, les marchés américains ont subi leur plus forte chute depuis mars 2020, les investisseurs s'inquiétant de l'impact des nouveaux tarifs douaniers sur la croissance. Les bourses mondiales leur ont emboîté le pas.

Kush Desai, porte-parole de la Maison Blanche, a déclaré que M. Trump avait été très clair : le déclin de l'Amérique n'est pas

un fait inéluctable, mais le résultat de mauvais choix politiques. « D'autres pays comme l'Allemagne ou le Japon ont fait passer leurs citoyens en premier et protégé leur base industrielle et leur main-d'œuvre », a-t-il affirmé.

Faire mentir les esprits chagrins

Mercredi, « Jour de la libération » comme l'a baptisé M. Trump, le président s'en est pris à ceux qui le critiquent : « Toutes les prédictions de nos opposants se sont révélées totalement fausses ces trente dernières années ».

En privé et en public, il admet néanmoins qu'à court terme, l'application de son programme ne se fera pas sans dégâts : renforcement de l'inflation, a minima de façon temporaire, et risque élevé de récession. « Est-ce que ce sera difficile ? Peut-être... ou peut-être pas ! Mais on rendra sa grandeur à l'Amérique, et ça en vaudra le prix qu'il aura fallu payer », affirmait-il début février sur les réseaux sociaux.

Le 31 mars, lors d'un dîner de levée de fonds du comité national républicain à New York, les donateurs ont demandé au vice-président J.D. Vance quel serait l'impact des droits de douane sur les élections de mi-mandat prévues en 2026.

M. Vance s'est référé à la vision de son patron sur le réaligement du commerce mondial au profit des Etats-Unis, ont confié des personnes présentes ce soir-là.

Il a également indiqué qu'il avait rencontré Bill Ford, le président exécutif de Ford Motors, la semaine précédente, quand M. Trump avait annoncé des droits de douane de 25% sur les voitures importées. Le constructeur automobile pourrait souffrir de la mesure parce que ses chaînes logistiques passent par le Canada et le Mexique.

M. Trump échange avec ses conseillers avant de prendre des décisions en fonction de son intime conviction, a expliqué le vice-président à la vingtaine de personnes présentes.

Son porte-parole n'a pas répondu aux demandes de commentaire. La porte-parole de Ford a confirmé que l'entrevue avait eu lieu.

L'influence du monde de l'immobilier

L'obsession de M. Trump pour le commerce et les droits de douane s'explique en grande partie par son passé de magnat de l'immobilier. « La première fois que je l'ai rencontré, quand il parlait de commerce, on aurait dit qu'il parlait d'immobilier à New York, se souvient Sam Nunberg, qui a travaillé pour lui de 2011 à 2015. Il était extrêmement bien informé, il suivait toutes les tendances, il en connaissait l'histoire. »

Marc Short, directeur de cabinet de Mike Pence, vice-président de M. Trump lors de son premier



SIPA PRESS

Des spécialistes du commerce international avertissent que déplacer la chaîne logistique du Canada et du Mexique vers les Etats-Unis est un projet aussi long que coûteux.

mandat, critique aujourd'hui les droits de douane : « Ce qu'en dit [M. Trump]... C'est que l'Amérique est un marché formidable et qu'il faut taxer les gens qui veulent y avoir accès, comme dans l'immobilier, et qu'on est idiots de ne pas le faire. »

Une théorie que M. Trump a élaborée au début de sa carrière de promoteur immobilier, quand il travaillait avec de riches investisseurs japonais. « Les ennemis, on s'en moque... On ne peut pas leur parler. Moi ce que je vais faire, c'est faire payer nos alliés, prévenait-il en 1988 sur le plateau d'Oprah Winfrey. On laisse les Japonais entrer et casser tous les prix : ce n'est pas du libre-échange. Si vous allez au Japon demain, vous n'arriverez jamais à vendre quoi que ce soit... On aide [le Koweït] à vendre son pétrole : pourquoi on ne leur prend pas 25% de ce qu'ils gagnent ? »

Les cibles de sa colère ont changé – ce ne sont plus le Japon, le Koweït et l'Arabie saoudite, mais la Chine, le Vietnam et le Mexique –, mais son raisonnement reste le même : il faut les faire payer pour avoir le privilège d'être présents sur le marché américain.

Selon M. Nunberg, c'est en écoutant des protectionnistes comme Lou Dobbs sur CNN et Fox Business, Laura Ingraham sur Fox ou Ed Schultz sur MSNBC que le président s'est forgé cette vision.

Pour lui, M. Trump part par exemple du principe que si les téléviseurs sont beaucoup moins chers aux Etats-Unis qu'à l'étranger, c'est parce que les contrats commerciaux ont été mal négociés. Dans son raisonnement, les travailleurs américains sont victimes des délocalisations, mais aussi des travailleurs migrants, poursuit M. Nunberg, qui évoque des échanges avec des salariés du BTP. Le message phare de sa campagne reflétait d'ailleurs ces idées : les salariés américains et leurs familles ont été lésés par les présidents précédents, qui ont laissé les importations et les migrants déferler sur l'économie américaine.

La puissance de la nostalgie

La rhétorique trumpienne évoque souvent le passé, un passé où l'industrie américaine était à son zénith.

« Sur les routes, je vois ces magnifiques aciéries vides en ruines, ces usines qui s'écroulent, déploierait-il l'an passé à Chicago. On va tout faire revenir. »

Pour Julian Zelizer, historien à Princeton, cette vision de l'économie est résolument nostalgique.

« Une économie à l'ancienne, industrielle, celle de la production automobile des années 1950-1960, qu'il croit toujours possible grâce au pétrole, et pas grâce à l'électrique », résume-t-il.

Newt Gingrich, ancien speaker républicain à la Chambre des représentants et soutien de M. Trump, n'est pas d'accord. Pour lui, le président admire Elon Musk et est fasciné par le spatial, mais il veut un retour aux sources en matière de droits de douane et de commerce.

Il explique que M. Trump admire également William McKinley, un président américain qui avait fortement relevé les tarifs douaniers dans les années 1890. « McKinley, c'est l'archétype d'une vision développée à l'époque d'Alexander Hamilton, qui était persuadé que, sans droits de douane, l'industrie britannique aurait le dernier mot », ajoute-t-il. Ce n'est que depuis Franklin Roosevelt, poursuit-il, que le libre-échange « s'est ancré dans la pensée économique ».

Pendant son premier mandat, M. Trump avait fortement augmenté les tarifs douaniers, notamment à l'encontre de la Chine. Le Japon, la Corée du Sud, le Canada et le Mexique avaient fait des concessions pour pouvoir conclure de nouveaux accords commerciaux avec les Etats-Unis.

Mais M. Trump avait terminé son premier mandat sur un sentiment d'inachevé. Depuis Mar-a-Lago, en Floride, il a récemment confié à ses soutiens qu'il s'était senti entraver par des gens comme Gary Cohen, le directeur du conseil économique nationale, ou Rex Tillerson, le secrétaire d'Etat, dans sa volonté d'imposer des droits de douane plus importants.

Ses conseillers avaient aussi régulièrement essayé de lui montrer qu'il faisait fausse route sur le commerce, notamment sur qui payait l'addition à la fin. « Mais la conversation tournait en rond, se souvient M. Short. On lui disait que ce seraient les importateurs américains, mais il revenait à la charge et disait que c'était aux pays étrangers de payer. »

L'équipe actuelle du président compte aussi des membres qui ne sont pas adeptes des droits de douane. Mais contrairement à ce qui s'était produit lors de son premier mandat, ils ne tentent pas de le dissuader d'y avoir recours – c'était l'une des conditions nécessaires à leur recrutement. D'après ce qu'il en dit à ses soutiens, M. Trump se sent désormais libre et capable de prendre, sans

ingérence, des décisions fondées sur son intime conviction.

Une question d'efficacité

Mercredi, M. Trump a réitéré son engagement en faveur des droits de douane et de la prospérité, mais sans détailler comment les premiers permettraient d'atteindre la seconde.

Pour Doug Irwin, historien spécialiste du commerce au Dartmouth College, déplacer la chaîne logistique du Canada et du Mexique vers les Etats-Unis sera un projet aussi long que coûteux.

« Ce que tous les économistes savent des droits de douane, c'est qu'ils réduisent l'efficacité, explique-t-il. Est-ce plausible de penser que l'on pourra fabriquer toutes les pièces détachées d'une voiture avec la même efficacité et qu'on pourra vendre les voitures au même prix qu'en profitant de la spécialisation des autres pays ? »

Les défenseurs des tarifs douaniers eux-mêmes soulignent d'ailleurs qu'ils doivent s'accompagner d'investissements dans la formation, la

Expliquer les ambitions économiques du président n'est pas chose aisée pour les républicains, pour qui les droits de douane sont une taxe, donc quelque chose de mauvais pour la croissance

recherche et la fabrication, à l'image de la loi votée sous la présidence Biden, qui prévoyait 39 milliards de dollars de subventions au secteur des semi-conducteurs. M. Trump veut revenir sur le texte et le remplacer par une taxe sur les puces importées.

« Les droits de douane sont une pièce très importante du puzzle, mais je pense qu'il faut aussi travailler sur l'aspect offre, estime Oren Cass, fondateur d'American Compass, un think tank proche des valeurs populistes de M. Trump qui défend la réindustrialisation des Etats-Unis et une limitation de l'immigration. Les détails et les

politiques ultérieures sont une bonne solution, mais qui n'est pas encore mise en place. »

Historiquement, le fait d'être protégés de la concurrence rend les entreprises et les salariés moins productifs (et pas l'inverse).

De fait, la productivité dans le secteur de l'acier a chuté de 32% entre 2017, année qui précède l'instauration des premiers tarifs douaniers par M. Trump, et 2023, année où elle a grimpé de 15% au niveau national, soulignent Benn Steil et Elisabeth Harding, du Council on Foreign Relations.

Depuis le mois de janvier, les prix de l'acier se sont envolés aux Etats-Unis, pénalisant ceux qui en ont besoin dans le pays par rapport à leurs concurrents étrangers.

Expliquer les ambitions économiques de M. Trump n'est pas chose aisée pour les républicains, pour qui les droits de douane sont une taxe, donc quelque chose de mauvais pour la croissance.

Les conseillers moins radicaux du président, comme Kevin Hassett, le directeur du conseil économique national, et Scott Bessent, le secrétaire au Trésor, soulignent l'impact positif que devrait avoir la déréglementation et les mesures fiscales.

Si, au Congrès, les républicains ont suivi leur président sur la question des droits de douane, rares sont ceux qui l'ont fait avec enthousiasme. Plutôt que défendre ces dispositifs, ils préfèrent évoquer les mesures cohérentes avec ce que le parti préconise traditionnellement pour doper la croissance, à savoir moins de règles, moins de taxes et moins de dépenses publiques.

« C'est une mosaïque, résumait dans la semaine Bill Hagert, sénateur du Tennessee qui avait été candidat au poste de secrétaire au Trésor. Il y a des droits de douane, c'est ce qui fait l'actualité en ce moment, mais il y a aussi les taxes... et des efforts de déréglementation qui sont en cours. »

L'espoir, c'est que l'impact négatif des droits de douane, des expulsions de migrants et des coupes budgétaires s'estompe rapidement et laisse place aux effets positifs sur l'industrie, l'énergie et la fiscalité. Mais les craintes que le « Jour de la libération » a fait naître dans les entreprises, sur les marchés et chez le grand public laissent penser que la partie ne sera pas facile à jouer.

Brian Schwartz et Greg Ip

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



SIPA PRESS

Pour Donald Trump, les travailleurs américains sont victimes des délocalisations, mais aussi des migrants.

Abonnez-vous à l'Opinion

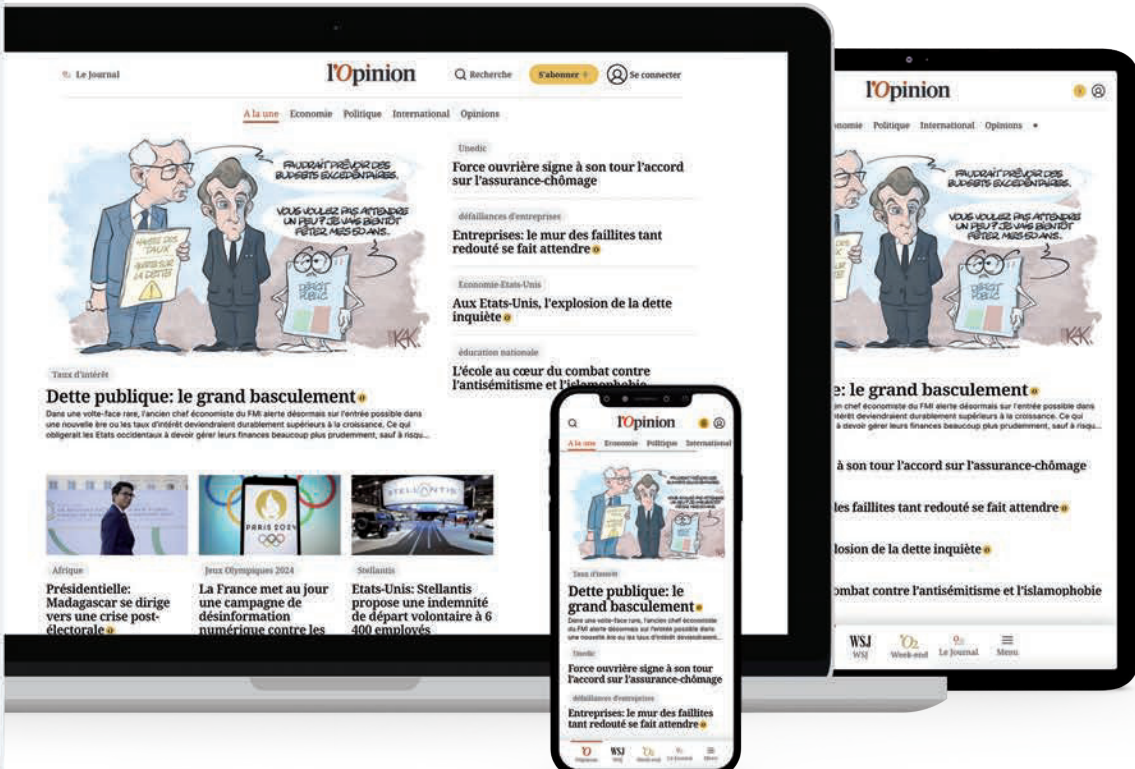
Le meilleur moyen d'avoir la vôtre

OFFRE INTÉGRALE

sans engagement

27€^{TTC}
,99
par mois

Le journal en version
papier et numérique



Les avantages de l'offre intégrale

- 1 | Le journal papier livré chez vous du lundi au vendredi
- 2 | L'accès au journal numérique dès 20h, la veille de sa parution
- 3 | Les articles réservés aux abonnés accessibles depuis le site ou l'application
- 4 | La sélection quotidienne des meilleurs articles de « The Wall Street Journal » en français + l'accès au site en illimité

FLASHEZ CE QR CODE
POUR VOUS ABONNER !



Offre valable jusqu'au 31/12/2025. Offre Intégrale : 27,99€/mois TTC. Tarifs valables en France métropolitaine, pour une autre zone, téléphonez au 01 40 69 46 94. L'Opinion est une publication de BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET, 8 rue Bellini - 75116 Paris, au capital de 5 000 001 euros - RCS Paris 792 109 241. Pour en savoir plus sur la protection de vos données personnelles et l'exercice de vos droits, veuillez lire les Conditions générales de ventes.